

Stéphane JUST

*Le Gouvernement
Ouvrier & Paysan*

Cette brochure, éditée par l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme, la première de la série « formation », reproduit le texte du rapport et de la réponse faite par Stéphane Just aux Journées d'études du comité national de l'A.J.S. le 12 décembre 1971.

Rapport

Camarades,

Je crois qu'il est absolument nécessaire, pour engager la bataille politique en vue de la Conférence des 5 et 6 février pour le gouvernement ouvrier, y compris sous l'angle particulier où l'A.J.S. doit l'aborder, de ne pas se borner à examiner ce problème dans ses développements quotidiens, mais de l'envisager dans toute sa dimension, dans toute sa perspective historique. Sinon, il est absolument impossible de s'y reconnaître, d'aborder les tâches qui sont les nôtres ; impossible, donc, en développant cette bataille, de construire nos propres organisations, l'Alliance des jeunes pour le socialisme, l'Alliance ouvrière, l'O.C.I., de marcher dans la voie de la construction du parti révolutionnaire.

Une perspective historique grandiose: le socialisme

Sans aucun doute, la jeunesse a besoin pour combattre, pour s'unir, pour se rassembler des perspectives les plus grandioses et les plus généreuses. Pour l'entraîner au combat contre cette société, ou plus exactement pour impulser, orienter son combat (car, spontanément, la jeunesse combat ou tend à combattre), ses revendications immédiates, telles qu'elles s'expriment dans la vie quotidienne, sont indispensables. Mais elles ne suffisent pas ; il est évident que pour combattre, pour lutter, pour construire l'organisation révolutionnaire de la jeunesse, il lui faut la perspective historique la plus ample : cette perspective historique grandiose, c'est naturellement le socialisme.

Mais c'est encore là une formule très générale, et il importe de voir avec plus de précision ce qu'elle signifie : c'est indispensable, non seulement pour soulever l'enthousiasme des jeunes, mais aussi pour bien apprécier quelles sont nos tâches, nos tâches les plus fondamentales.

Le socialisme, nous le savons, c'est la société où disparaîtront les antagonismes de classes, les antagonismes sociaux et les antagonismes nationaux ; où disparaîtra la division du travail, y compris, en dernier lieu, la plus ancienne et la plus profonde de toutes, la division entre travail manuel et travail intellectuel ; où l'on commencera à appliquer le principe communiste « *De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins* » où, finalement, s'achètera la transition du règne de la nécessité au règne de la liberté.

Si j'ai pris la peine d'énoncer ce qui est naturellement bien connu de vous, c'est que je veux insister sur ce que cela implique, le bond prodigieux, extraordinaire que cela signifiera pour l'humanité.

En fait, pour l'humanité dans son ensemble, ce sera un changement total de civilisation, donc de comportement grâce à la maîtrise de la nature et de son propre développement social.

Ce sera une rupture radicale, totale, avec des siècles et des siècles de traditions qui pèsent sur chacun d'entre nous et qui pèsent, bien entendu, sur la classe révolutionnaire elle-même.

Si donc nous comprenons réellement ce que nous disons nous-mêmes, il nous faut alors, du même coup, saisir quelle bataille, quelle transformation, quel extraordinaire mouvement interne à la classe ouvrière, comme à la jeunesse d'ailleurs, la lutte pour le socialisme, la perspective du socialisme signifie. L'époque de la révolution prolétarienne, l'époque de la lutte pour l'établissement de la dictature du prolétariat à l'échelle universelle, l'époque qui doit aboutir aux Etats-Unis socialistes d'Europe et à la République universelle des soviets, c'est *toute* une période historique, ramassée sur quelques décennies ; il s'agit de l'envisager à cette mesure, à cette dimension, sinon l'on peut bien suivre telle ou telle impulsion à un moment donné, mais il nous sera impossible d'appréhender au jour le jour nos tâches dans la perspective historique qui les domine.

Marx et Engels ont écrit en 1846 :

« Une transformation massive des hommes s'avère nécessaire pour la création en masse de cette conscience communiste, comme aussi pour mener à bien la chose elle-même; or, une telle transformation ne peut s'opérer que par un mouvement pratique, par une révolution »,

et j'attire votre attention sur ce dernier membre de phrase qui est essentiel. La phrase suivante l'explique :

« Cette révolution n'est donc pas seulement rendue nécessaire parce qu'elle est le seul moyen de renverser la classe dominante, elle l'est également parce que seule une révolution permettra à la classe qui renverse l'autre de balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles. » (K. Marx et F. Engels, *L'idéologie allemande*, Ed. sociales, 1968, p. 68.)

Oui, camarades, il est nécessaire d'apprécier dans toute leur richesse ces quelques lignes de Marx et d'Engels. Il faut pleinement les comprendre, pour les besoins même de notre intervention politique, de notre combat politique, de notre combat pour la construction des instruments de la révolution socialiste, parti, Internationale, et, naturellement, organisation révolutionnaire de la jeunesse. Il nous faut comprendre notre époque, l'époque de la révolution socialiste mondiale, comprendre que la révolution socialiste est commencée, et qu'il nous appartient de nous insérer, à une étape déterminée, dans le processus de son développement, pour le pousser jusqu'à son terme.

La révolution socialiste mondiale est en effet commencée. Nous nous insérons dans son processus ; elle est commencée depuis octobre 1917. Comme l'expliquait Lénine, la révolution est le revers, le côté opposé de la crise de l'impérialisme. Toute une série de batailles, de luttes de classes gigantesques, depuis octobre 1917, jalonnent le chemin du développement de la révolution prolétarienne mondiale.

Indiquons quelques-uns de ces jalons. Le premier, ce fut cette grande vague révolutionnaire née de la première guerre impérialiste mondiale et qui se déroula, avec des hauts et des bas, jusqu'en 1923.

Le Gouvernement ouvrier et paysan

Puis vint 1936, vague révolutionnaire européenne, centrée sur la France et l'Espagne. Son reflux a ouvert le passage à la deuxième guerre impérialiste. Mais celle-ci s'est terminée par une nouvelle crise révolutionnaire mondiale dont le prolongement, le développement a été, en 1948, la victoire de la révolution chinoise.

Nouvelle vague révolutionnaire mondiale en 1953-1956, ouverte par l'insurrection des ouvriers de Berlin-Est le 17 juin 1953, marquée ensuite par la grève générale d'août 1953 en France, elle a fusionné pour la première fois la révolution politique à l'Est et la révolution sociale à l'Ouest.

La dernière période de la révolution prolétarienne mondiale s'est ouverte au printemps de 1968, avec la grève générale en France et la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie.

C'est le processus de la révolution mondiale, de la révolution socialiste, qui se développe à travers tous ces événements gigantesques de la lutte des classes.

C'est pourquoi il s'agit bien d'une lutte historique unique, dont toutes les phases, bien différenciées cependant, sont organiquement liées les unes aux autres, parce qu'elles sont précisément des expressions spécifiques de ce même développement historique, le combat pour la révolution prolétarienne mondiale.

Au départ, en 1917, après avoir pris le pouvoir au compte du prolétariat russe, les bolchéviks, et avec eux tout ce qu'il y avait de plus sain, de plus combatif dans la classe ouvrière mondiale et particulièrement en Europe, tous estimèrent, à juste titre, que le processus de la révolution mondiale s'était engagé ; mais tous pensaient que ce processus serait rapide, tumultueux sans doute, riche en tournants brusques, mais susceptible de balayer, en quelques années peut-être, en un laps de temps qui, en tout cas, à l'échelle de l'histoire, ne serait qu'un instant, toutes les anciennes structures de la société capitaliste, y compris la social-démocratie, expression de l'adaptation au capitalisme entré dans son stade suprême, l'impérialisme, de l'aristocratie ouvrière, de l'appareil des organisations de masse politiques et syndicales édifiées par la classe ouvrière pour son émancipation.

Ils croyaient, plus précisément, que la victoire de la révolution allemande était quasiment inévitable, quelles que fussent les péripéties de son développement, et que c'était une affaire qui se réglerait dans de courts délais : c'était à leurs yeux une simple question de temps, et de pas très longtemps.

La vie a démontré qu'en réalité le processus de la révolution prolétarienne mondiale est beaucoup plus complexe, que le simple élan révolutionnaire des masses ne peut tout régler ; que le rythme de la construction du parti révolutionnaire ne coïncide pas nécessairement avec celui du processus révolutionnaire objectif.

C'est précisément de là qu'est née la nécessité de définir beaucoup plus strictement, et à partir de l'expérience même de la lutte des classes, une stratégie et une tactique de la révolution prolétarienne mondiale qui ne soient pas artificielles, mais qui soient, comme nous l'avons dit mille et mille fois après Trotsky, l'expression consciente de ce processus historique inconscient qu'est le mouvement des masses vers la révolution socialiste.

La période de l'imminence de la révolution

Et lorsque, aujourd'hui, après plus de cinquante années de combats, de développements révolutionnaires, nous examinons à notre tour le problème de la révolution socialiste ; lorsque nous avons dit, lorsque nous disons que c'est aujourd'hui l'imminence de la révolution, ainsi que celle de la contre-révolution, qui caractérisent la période où nous sommes, il importe de bien apprécier ce que cela veut dire.

Cela ne veut pas dire que les questions qui se posent à nous vont être réglées du jour au lendemain ; cela ne veut pas dire que le parti révolutionnaire que nous avons à bâtir va être construit du jour au lendemain, en quelques mois, ou en quelques années. Cela ne veut pas dire qu'elle aussi, la IV^e Internationale, va être reconstruite également du jour au lendemain.

Cela veut dire que nous avons devant nous toute une période de bouleversements gigantesques. C'est cela que signifie l'imminence de la révolution et de la contre-révolution ! Une période qui, obligatoirement, compte tenu des problèmes que le prolétariat et nous-mêmes, comme expression consciente de la marche du développement du prolétariat, avons à résoudre, va s'étendre sur des années et des années ; car il faut que la classe ouvrière fasse et assimile, au cours d'un processus complexe, toutes sortes d'expériences politiques, pour aboutir finalement à la dictature du prolétariat, aux Etats-Unis socialistes d'Europe, à la République universelle des conseils. C'est là tout un développement, toute une bataille politique ! Ne pas l'oublier est la première condition de la détermination d'une politique correcte dans toutes ses dimensions. Sinon, nous serons voués aux entraînements passagers, à la griserie du succès après telle ou telle démonstration réussie, et nous perdrons de vue la perspective historique, sans laquelle, pourtant, nous ne pouvons rien construire du tout. Rien du tout !

Camarades, si l'on regarde la situation aujourd'hui, de quoi nous apercevons-nous ? De ce que, d'une manière quasi inexorable, des développements objectifs se font jour qui s'imposent à la bourgeoisie comme à la bureaucratie du Kremlin. Cela se constate quotidiennement. Rendons-nous compte, par exemple, de ce que signifie pour l'impérialisme aujourd'hui l'explosion nouvelle qui vient de se produire aux Indes, avec l'intervention de la bourgeoisie indienne au Bangla-Desh.

D'abord, il ne faut pas oublier - disons le en passant, parce que ces choses-là doivent être, elles aussi, mises au point - que la bourgeoisie indienne, en intervenant, n'a évidemment pas pour but de libérer le peuple du Bengale oriental ; qu'il s'agit naturellement *aussi* pour elle de tenter d'utiliser une situation déterminée pour développer sa mainmise en Asie, pour renforcer ses positions dans cette partie du monde. Mais cela, ce n'est qu'un aspect de la question, et pas le plus important.

Le plus important, c'est que, dans le sous-continent indien, en Inde comme au Pakistan, se déroule un processus de désagrégation totale des structures économiques, sociales et politiques, processus objectif qui, en l'absence même de tout parti révolutionnaire, en dépit même de la faiblesse relative du prolétariat industriel, tend à pousser les masses

ouvrières et paysannes à rejoindre le combat que livrent les ouvriers et les paysans du Viet-Nam depuis des décennies ; processus objectif qui tend à poser les problèmes de la révolution prolétarienne, de la révolution permanente sous une forme immédiate, concrète.

Et l'intervention militaire de la bourgeoisie indienne, de cette bourgeoisie qui opprime l'autre moitié du Bengale, qui y réprime féroce, il ne faut pas l'oublier, toute opposition, toute organisation des opprimés, cette intervention, son objectif principal est de compléter l'opération entreprise par les dirigeants féodo-bourgeois du Pakistan pour noyer dans le sang les développements révolutionnaires possibles au Bengale oriental et dans tout le sous-continent.

Il ne faut pas perdre les pédales, camarades ! Ce n'est pas parce que le drapeau du Bangla-Desh flotte sur je ne sais quel édifice en Inde que cela change en quoi que ce soit la signification de l'intervention indienne. D'ailleurs, de l'autre côté, le Pakistan est également soutenu par l'impérialisme américain, quoique d'une manière relative, et par la bureaucratie chinoise, pour des raisons différentes propres à chacun d'eux, bien entendu ; mais tous deux veulent éviter qu'au cours de ce conflit toutes les structures sociales n'éclatent, que ne se développe précisément la crise révolutionnaire à partir d'un nombre accru de foyers, qu'elle ne s'étende à l'ensemble de l'Asie. Et c'est là l'essentiel.

Donc nous voyons ; à partir de cet exemple, comment la crise de l'impérialisme s'approfondit, bien qu'il tente naturellement et tentera toujours de réagir, et comment cette crise mène à la dislocation des rapports établis en son sein par le système impérialiste mondial.

Nous voyons bien entendu en même temps la signification de la continuation et de l'approfondissement de la crise qu'il est convenu d'appeler crise des moyens de paiement, crise du dollar, crise du système monétaire international. Nous voyons que les dirigeants des diverses bourgeoisies ne parviennent pas à maîtriser le développement de cette crise, qu'ils peuvent conclure des compromis, mais que ces compromis ne sont que des palliatifs qui ne résolvent rien, qui, bien au contraire, ne font, tout compte fait, qu'approfondir la crise économique mondiale à venir.

Nous voyons également, notamment au travers de ce qui vient de se passer en Pologne, comment la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie satellite de Pologne ne parviennent pas à maîtriser le développement de la révolution politique, même si celui-ci semble marquer le pas pour un moment, et comment, au sixième congrès du parti stalinien polonais, s'est exprimée la crise de la bureaucratie du Kremlin, réfraction, dans les pays de l'Est, de la lutte mondiale entre les classes. Le simple fait qu'Ochab, un des piliers de l'appareil depuis des décennies et des décennies, ait été amené à écrire dans une lettre ouverte qu'il fallait réintégrer tous les exclus du Parti, et qu'il fallait examiner s'il n'était pas nécessaire de reconnaître, de façon en quelque sorte officielle, la constitution de comités ouvriers dans les usines, en instituant une Chambre nationale de ces comités ouvriers, donne des indications très claires.

Bien entendu, ces propositions d'Ochab ont également cette signification que le problème se pose pour les bureaucrates de savoir comment, par quelles manœuvres, ils pourraient tenter de prendre en mains le contrôle de ces comités d'usine (qui, par nature, expriment le mouvement fondamental de la classe vers l'instauration du pouvoir des conseils), pour le contenir d'abord, l'éliminer ensuite à la plus prochaine étape. Mais elles démontrent surtout autre chose. Elles démontrent précisément que le Kremlin ne maîtrise pas, n'est pas parvenu à maîtriser le processus de la révolution politique en Pologne, expression la plus élevée actuellement de ce même processus dans tous les pays de l'Est, mais, plus encore, expression du mouvement commun, en Europe, de la révolution sociale à l'Ouest et de la révolution politique à l'Est. Bourgeoisie et bureaucratie sont placées devant une situation qu'elles ne peuvent maîtriser, et leur impuissance tendra inévitablement à aboutir à la dislocation du système impérialiste comme à la dislocation de la bureaucratie du Kremlin et de ses satellites.

Mais, camarades, si le processus historique objectif échappe au contrôle de la bourgeoisie et de la bureaucratie, la classe ouvrière, il faut le dire, ne maîtrise pas plus ses propres processus dans la lutte des classes. Appuyée sur ses conquêtes antérieures, elle engage des combats, mais ne maîtrise pas le développement politique, et elle est elle-même incapable de conclure. C'est ce qui nous fait dire que la perspective la plus probable, c'est celle d'un chaos gigantesque, prodigieux. Pourtant, au travers de ce chaos même, ce sont les lois de la lutte des classes qui s'exprimeront. Ce chaos, comme tout chaos d'ailleurs, n'en sera un qu'en apparence.

Car le problème est que la classe ouvrière, appuyée sur son passé, sur ses acquis, sur ses organisations, doit dépasser ces acquis, déchirer les anciennes formes tout en les utilisant, pour accomplir la révolution socialiste, pour aboutir à la dictature du prolétariat, aux Etats-Unis socialistes d'Europe, à la République universelle des soviets. Et c'est dans ce cadre qu'il nous faut situer la construction du parti révolutionnaire, la reconstruction de la IV^e Internationale, la construction de l'Alliance des jeunes pour le socialisme, comme composante de la construction du parti révolutionnaire, ainsi que la construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse, comme composante de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Les enseignements de la révolution allemande

Je disais il y a quelques instants qu'à partir de 1919-1920, les illusions entretenues tout d'abord quant à la force, à la dynamique, aux résultats immanquables à brève échéance du mouvement révolutionnaire de ce temps avaient commencé à se dissiper et que l'Internationale communiste avait dû reconsidérer sa tactique¹.

Et je disais que cela s'était fait tout particulièrement à partir de l'expérience de l'Allemagne.

Ce n'était évidemment pas par hasard.

L'Allemagne, c'était - et c'est toujours - une des plaques tournantes de la révolution mondiale ; l'Allemagne, c'était en fait le bastion même dans lequel s'affrontaient les forces de la révolution et de la contre-révolution mondiales, du fait du poids du prolétariat allemand en Europe et par suite, dans le monde.

Le Gouvernement ouvrier et paysan

L'Allemagne, c'était aussi le pays où, à ce moment, il y avait le parti ouvrier le plus puissant, rassemblant la classe ouvrière et l'organisant de la manière la plus sérieuse qui se soit jamais construit dans le monde jusqu'en 1914.

C'est en Allemagne que se sont concentrés dans cette période tous les problèmes de la révolution mondiale. Tous les problèmes s'y sont posés, identiques quant au fond à ce qu'ils avaient été dans la révolution russe, mais d'une manière beaucoup plus précise ; ils y sont allés jusqu'à leurs ultimes conséquences. C'est là qu'est apparue dans toute son ampleur la nécessité de définir une stratégie et une tactique de la révolution mondiale, qui amena l'Internationale communiste à en entreprendre l'élaboration, à ses III^e et IV^e congrès mondiaux (1921 et 1922), puis Trotsky à rédiger en 1938 notre Programme de transition.

Le livre que vient de publier le camarade Broué est à cet égard un document irremplaçable. Pour nous en particulier, aujourd'hui, qui nous trouvons devant toutes sortes d'éléments tels que la puissance des partis traditionnels et singulièrement du parti stalinien, la force des organisations syndicales, le caractère de pays économiquement développé de la France, qui se trouve cependant aux prises avec toutes les contradictions accumulées qui assaillent l'impérialisme mondial, on peut dire que l'expérience de beaucoup la plus riche d'enseignements immédiatement utilisables, c'est celle de l'Allemagne entre 1918 et 1923. Et c'est pourquoi, du point de vue de la lutte pour la construction du parti révolutionnaire dans notre pays, il est important, il est essentiel, dirai-je, que ce document, que ce livre ait été écrit, *Révolution en Allemagne*, de Pierre Broué.

C'est à mon sens une des tâches de l'A.J.S., une de ses tâches importantes, que de faire en sorte que ce livre soit utilisé pour la formation, dans son école nationale permanente et dans tous les cercles.

Et ce n'est certes pas non plus par hasard si, au centre des problèmes de la stratégie de l'époque de transition, c'est en Allemagne, en 1920, que la définition de cet objectif stratégique qu'est le « gouvernement ouvrier » a été élaborée, que ce problème s'est posé pour la première fois sous les aspects mêmes que nous lui connaissons.

Certes, cette ligne du gouvernement ouvrier était identique *quant au fond* à celle suivie par les bolchéviks en Russie en 1917, comme devait d'ailleurs le souligner Lénine en polémique contre Bela Kun, adversaire de ce mot d'ordre :

« Est-il possible de négliger, de passer sous silence l'expérience des bolchéviks qui, en avril et mai 1917, ont mené quant au fond cette politique de compromis, quand ils déclaraient : renverser purement et simplement le gouvernement provisoire (de Lvov, Milioukov, Kérénski et autres) est impossible, car les ouvriers des soviets sont encore pour eux, il faut d'abord obtenir un changement dans l'opinion de la majorité ou d'une grande partie de ces ouvriers ? »²

Mais c'est en Allemagne qu'elle a pris les formes, qu'elle a posé les problèmes les plus proches de ceux devant lesquels nous nous trouvons. La première vague révolutionnaire y avait été écrasée en janvier 1919 par le gouvernement bourgeois d'Ebert-Scheidemann. Celui-ci, à l'époque composé uniquement de ministres appartenant, à la social-démocratie majoritaire, la droite social-démocrate, avait reçu, au surplus, l'investiture du congrès des conseils ouvriers et avait pris le nom de conseil des commissaires du peuple ; nous y reviendrons. C'est seulement après l'écrasement du soulèvement ouvrier berlinois, facilité, il faut le dire, par les erreurs gauchistes du P.C. allemand nouveau-né et le refus de celui-ci de construire une organisation centralisée et disciplinée - il y a bien des leçons à tirer aussi pour nous de ce chapitre de l'histoire de la révolution allemande ! - qu'il céda la place à un gouvernement où la collaboration de classe devenait « officielle » avec la participation de ministres démocrates bourgeois.

Puis, en mars 1920, se produisit la tentative de coup d'Etat militaire dirigée par le général von Lüttwitz et le haut fonctionnaire civil Kapp, lié aux hobereaux prussiens (junkers), avec la volonté de détruire tout ce qui subsistait des conquêtes de la révolution avortée de novembre 1918 - janvier 1919, toutes les libertés, toutes les organisations ouvrières. Ce putsch fut brisé en trois jours parce que la direction des syndicats allemands - des réformistes chevronnés, à l'extrême-droite de la social-démocratie allemande depuis au moins 1905 - répondit à la tentative de coup de force par l'ordre de grève générale. Wels, l'un des rares ministres sociaux-démocrates à ne pas avoir pris la fuite, lança, lui aussi, un appel à la grève générale au nom du parti social-démocrate³.

Or Legien, le président de la centrale syndicale, avait joué un rôle déterminant dans l'accession d'Ebert à la présidence du parti social-démocrate, au poste de Bebel⁴, en 1912, après la mort de celui-ci. Cette direction s'était vautrée dans l'Union sacrée avec le kaiser pendant toute la durée de la guerre. Elle avait toutes les tares, que nous connaissons bien, de la pourriture social-démocrate ou stalinienne. Et c'est pourtant elle qui, en donnant cet ordre de grève générale, a créé une situation dans laquelle l'ancien gouvernement était en fuite, s'étaient constitués dans l'ensemble de l'Allemagne des Comités ouvriers (une armée rouge s'était même formée dans la Ruhr), dans laquelle le pouvoir bourgeois vacillait à nouveau, et où le problème se trouvait posé, pour le mouvement ouvrier, du type de gouvernement qu'il voulait mettre en place. Ce sont les syndicats, sous la direction de Legien, qui ont alors proposé que se constitue un gouvernement ouvrier, formé des partis ouvriers : la social-démocratie majoritaire (droite), le parti social-démocrate indépendant⁵ et le parti communiste ainsi que de la centrale syndicale.

C'est de là qu'est sorti ce mot d'ordre du gouvernement ouvrier, gouvernement appuyé sur le prolétariat comme classe en mouvement, gouvernement qui aurait d'ailleurs été constitué dans ce cas également par les organisations ouvrières unies.

Mars 1920 - le gouvernement ouvrier

C'est donc à partir de là que cet objectif stratégique que constitue le gouvernement ouvrier a été défini. Mais laissons la parole à Broué (p. 352) :

« Par sa décision de lancer le mot d'ordre de grève générale, par son opposition ouverte aux dirigeants du parti social-démocrate, la direction des syndicats a ouvert au sein de ce parti une crise sans précédent, qui secoue jusqu'à son appareil au niveau le plus élevé, l'exécutif et le groupe parlementaire - mais c'est l'attitude des indépendants qui est déterminante. Or, pour eux, le problème n'est pas simple. La gauche s'est coupée en deux, Daümig s'opposant à Koenen. Une partie de la droite, avec Crispian lui-même, est revenue sur sa première réaction dès la soirée du 17 mars 1920, où une nouvelle délégation de l'exécutif s'est lancée à la recherche de Legien pour l'informer de son désir de reprendre la discussion. Daümig est cependant irréductible ; il affirme ne pouvoir accepter que le parti cautionne un gouvernement dit "ouvrier" qu'à la condition que ce dernier se prononce pour la dictature du prolétariat et le pouvoir des conseils ouvriers.

Malgré l'opposition de ses camarades de tendance qui contrôlent les syndicats à Berlin, il l'emporte. La majorité de la gauche estime avec lui que le gouvernement ouvrier proposé par Legien ne pourrait incarner qu'une nouvelle mouture de ce qu'elle appelle « le régime de Noske », une simple réédition du gouvernement Ebert-Haase de 1918. Quant à la droite, elle se détermine finalement par rapport aux risques d'une telle entreprise sous le feu des critiques de sa gauche et la menace d'une scission dans une conjoncture qui ferait d'elle au gouvernement un fragile alibi de gauche. Legien doit renoncer. »

C'est donc cette première expression du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, du mot d'ordre du gouvernement ouvrier, qui a été à l'origine de son insertion dans l'arsenal de l'Internationale communiste⁶ et dans notre propre arsenal de la stratégie et de la tactique de la révolution prolétarienne.

Nous ne savons pas, bien entendu, quelles étaient les intentions de Legien ; il est néanmoins vraisemblable qu'elles n'étaient pas pures !

Mais il est non moins clair que la gauche du parti indépendant ne sut pas saisir alors la signification réelle de cette proposition de Legien (les communistes non plus, d'ailleurs).

Elle ne comprenait pas que, du seul fait de son existence, ce gouvernement ouvrier créerait une situation qui donnerait l'initiative politique au prolétariat ; que, même s'il ne remplissait pas les tâches pour lesquelles un gouvernement ouvrier devrait être formé, il constituerait un appel politique extraordinaire au développement de la lutte des classes en Allemagne, et une étape finalement nécessaire, indispensable, dans les circonstances données, au développement de la lutte vers la dictature du prolétariat !

Mais, à partir de là, et précisément - et cela vaut d'être relevé parce que c'est là une question de méthode, non pas en fonction d'une élaboration théorique abstraite, mais à partir de l'analyse du développement concret de la lutte des classes, l'Internationale communiste a saisi que le développement historique, que le mouvement même de la classe ouvrière la portaient obligatoirement, là surtout où existait une longue tradition d'existence d'un parti ouvrier puissamment implanté dans les masses, à poser ses revendications à partir de son expérience et des conditions historiques qui étaient les siennes, dans le cadre de ses partis ouvriers traditionnels. C'est la règle : quand bien même le mouvement de la classe ouvrière la portait à engager la lutte pour le pouvoir et que, cependant, son parti traditionnel, la social-démocratie allemande en l'espèce, était totalement inféodé à la défense du système social bourgeois, il n'empêche que les travailleurs chargent d'un autre contenu leurs organisations de masses et que, voulant engager la lutte pour leurs revendications et pour le pouvoir, c'est à ces organisations que, nécessairement, ils s'adressent, et que, dans ce cas, ils se sont adressés.

D'ailleurs, il faut le dire, il est assez remarquable de constater que ce sont précisément les pires contre-révolutionnaires de la social-démocratie allemande qui ont compris les premiers cette loi du mouvement historique de la classe ouvrière, avant l'Internationale communiste, avant Lénine⁷ dans une certaine mesure, comme avant Trotsky ; en tout cas pour ce qui était de l'Allemagne. Car enfin, sur quoi ont joué Noske, Ebert, Scheidemann, en novembre 1918, pour étrangler la révolution allemande ? Sur le fait que, malgré leur trahison patente d'août 1914 - combien encore immédiatement sensible à l'ensemble du prolétariat allemand !- la majorité de la classe ouvrière tenterait de réaliser ses aspirations en s'adressant au vieux parti social-démocrate. Et c'est pourquoi Ebert, Noske et Scheidemann portèrent l'art de la contre-révolution à un sommet encore inconnu jusqu'alors en intitulant leur gouvernement bourgeois conseil des commissaires du peuple !

Mais il faut bien comprendre ce que cela signifie. Il ne s'agit pas là d'une simple ruse de guerre, de quelque chose de gratuit. Ces dirigeants traîtres à leur classe avaient compris qu'il fallait répondre aux aspirations des masses pour les contrôler, et savaient également que les masses s'adresseraient à eux, à la social-démocratie, pour la réalisation de leurs aspirations ; c'est d'ailleurs ce que ne comprirent absolument pas les spartakistes à l'époque, chose qui coûta extrêmement cher à la révolution allemande.

Donc, y compris sur la question gouvernementale, c'est vers ses partis traditionnels, vers ses syndicats, que la classe ouvrière se tourne pour apporter une solution aux problèmes politiques auxquels elle doit faire face.

La construction du parti révolutionnaire et la lutte pour la dictature du prolétariat doivent s'insérer dialectiquement dans ce processus. Camarades ! Les problèmes qui se sont posés en Allemagne en 1920, au lendemain du coup d'Etat de Kapp, ce sont les mêmes problèmes, le même mouvement de la classe ouvrière, qu'exprimait cette fameuse phrase, souvent citée, mais, je crois, pas toujours comprise, prononcée le 12 octobre 1971 à l'assemblée générale des conducteurs de la R.A.T.P. en grève : « Les permanents à notre service. » Il s'agit d'analyser avec précision, finement si je puis dire, ce que cette phrase signifiait.

Elle signifiait que, dans une lutte qui les avait amenés à affronter directement la politique des appareils, la politique des directions traditionnelles, à combattre pour une autre politique, susceptible d'assurer la victoire de leur grève, mais ouvrant une perspective à la classe ouvrière dans son ensemble dans la voie de la lutte pour le pouvoir, les conducteurs de la R.A.T.P. disaient : « Vous, appareils, vous devez faire ce que nous vous demandons de faire. »

Le Gouvernement ouvrier et paysan

Ils s'en remettaient donc, ils faisaient appel aux organisations traditionnelles et, pis encore, aux appareils de ces organisations traditionnelles.

La stratégie du gouvernement ouvrier et paysan est tout entière inscrite dans ce mouvement de la classe qui la porte obligatoirement, car elle ne peut pas sortir du néant des instruments qui lui permettraient de combattre, à tenter de ressaisir, de « mettre à son service » les instruments qu'elle a édifiés au cours de sa propre histoire.

Tous les développements de la lutte des classes depuis 1919-1920 ont confirmé que le mouvement de la classe ouvrière prenait inéluctablement cette voie. Depuis la deuxième guerre impérialiste mondiale seulement - que ce soit en France, dans les autres pays avancés, en Chine ou, dans une certaine mesure même, à Cuba - tous les combats menés par les travailleurs sont venus le vérifier. Et bien plus, dans les pays de l'Est de l'Europe, le mouvement de la révolution politique, sous des formes qui, bien entendu, correspondent à la situation politique existant dans ces pays, s'est engagé dans les mêmes voies. En 1956, en Pologne, pour briser l'appareil certes, c'est cependant par le canal du parti stalinien de ce pays pourtant instrument direct de la bureaucratie, pourtant instrument de répression - c'est par le canal des syndicats que le mouvement global de la classe a trouvé, dans un premier stade, son expression politique, et c'est par leur intermédiaire que le mouvement de la classe a inéluctablement posé le problème du renversement de la bureaucratie, du développement de la révolution politique.

C'est donc là un mouvement historique qui se fonde, qui a ses racines dans le développement même la classe ouvrière, dans ce qu'elle a acquis historiquement, et qui contient - évidemment - toutes les contradictions de ses acquis historiques ; c'est là-dessus, sur cette appréciation fondamentale, qu'est fondé le mot d'ordre du gouvernement ouvrier.

Il est alors bien clair que ce mot d'ordre du gouvernement ouvrier est délicat à utiliser car, à partir de là, il est bien certain que, sous l'étiquette de gouvernement ouvrier, on peut rencontrer les marchandises les plus diverses. Y compris la conception du front populaire, d'un gouvernement comportant soi-disant les organisations ouvrières, qui, par conséquent, semble répondre aux aspirations de la classe ouvrière, mais qui est en fait le contraire du gouvernement ouvrier, puisque, aussi bien, sa tâche précise, son contenu politique, c'est - au contraire - de contenir le mouvement des masses engagées dans la lutte pour le pouvoir, d'organiser les conditions politiques pour refouler ces masses, et le résultat pratique de toute cette politique, c'est toujours le développement, à l'intérieur et à l'abri de ce type de gouvernement, des forces contre-révolutionnaires prêtes à faire un coup d'Etat, à instaurer une dictature militaire ou fasciste.

Et c'est pourquoi l'Internationale communiste a dû d'une manière très précise et qui vaut absolument pour aujourd'hui préciser très nettement ce que signifiait le mot d'ordre de gouvernement ouvrier.

L'Internationale communiste sur le "gouvernement ouvrier"

Etant donné que c'est l'Internationale communiste qui a formulé, mais étant donné surtout qu'il me semble que, dans les circonstances présentes, cela répond bien mieux que je ne saurais le faire moi-même à toutes les questions précises avec lesquelles nous nous trouvons confrontés, je crois qu'il vaut de laisser ici la parole à la 11^e des Thèses sur la tactique adoptées au IV^e congrès mondial de l'I.C. (décembre 1922), 11^e thèse consacrée précisément au gouvernement ouvrier. En voici le texte :

« Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier (ou du gouvernement ouvrier et paysan) pourra pratiquement partout être employé comme mot d'ordre de propagande générale. Mais, comme mot d'ordre politique général, il présente la plus grande importance dans les pays où la société bourgeoise est particulièrement instable, où le rapport des forces entre les ouvriers et la bourgeoisie est tel que la question de savoir qui formera le gouvernement devient une nécessité pratique immédiate. Dans ces pays, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est une conséquence inévitable de toute la tactique du Front unique.

Les partis de la II^e Internationale cherchent dans ces pays à "sauver" la situation en préconisant et en constituant un gouvernement de coalition des partis bourgeois et sociaux-démocrates. Les plus récentes tentatives faites par certains partis de la II^e Internationale (par exemple en Allemagne), tout en refusant de participer ouvertement à un tel gouvernement de coalition, pour le réaliser en même temps sous une forme déguisée, ne sont rien moins qu'une manœuvre tendant à calmer les masses qui protestent contre de semblables coalitions, qu'une duperie raffinée des masses ouvrières. A la coalition, ouverte ou masquée, des bourgeois et des sociaux-démocrates, les communistes opposent le Front unique de tous les ouvriers et la coalition de tous les partis ouvriers, sur le terrain économique et politique, pour la lutte contre le pouvoir bourgeois et pour son renversement définitif. Dans la lutte unie de tous les ouvriers contre la bourgeoisie, tout l'appareil d'Etat devra tomber dans les mains du gouvernement ouvrier et les positions de pouvoir de la classe ouvrière en seront renforcées.

La tâche majeure du gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises, contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à transférer sur les épaules des riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Un gouvernement ouvrier de cette sorte n'est possible que s'il naît dans la lutte des masses et s'appuie sur des organismes ouvriers qui soient aptes au combat, des organismes créés par les couches les plus opprimées des masses travailleuses. Même un gouvernement ouvrier qui est issu de la tournure prise par les événements au parlement, qui a donc une origine purement parlementaire, peut fournir l'occasion de fortifier le mouvement ouvrier révolutionnaire. Il va de soi que la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier et le maintien d'un gouvernement faisant une politique révolutionnaire doivent aboutir à une lutte acharnée et finalement à la guerre civile contre la bourgeoisie. La seule tentative, de la part du prolétariat, de former un gouvernement ouvrier de cette sorte, se heurtera dès le début à la résistance la plus violente de la bourgeoisie. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est donc susceptible de concentrer le prolétariat et de déchaîner des luttes révolutionnaires.

Dans certaines circonstances, les communistes doivent se déclarer disposés à former un gouvernement ouvrier avec des partis ouvriers et des organisations ouvrières non communistes. Mais ils ne peuvent agir ainsi que s'il existe des garanties que ce gouvernement ouvrier mènera réellement la lutte contre la bourgeoisie dans le sens indiqué plus haut. Les conditions de la participation des communistes à un gouvernement de cette sorte sont les suivantes :

- 1° Les communistes ne peuvent participer à un gouvernement ouvrier qu'avec le consentement de l'Internationale communiste.*
- 2° Les membres communistes d'un gouvernement de cette sorte sont placés sous le contrôle le plus strict de leur parti.*
- 3° Les communistes désignés pour participer au gouvernement ouvrier doivent rester en contact particulièrement étroit avec les organisations révolutionnaires des masses.*
- 4° Le parti communiste conserve sans réserve aucune son identité propre et l'indépendance complète de son agitation.*

Malgré ses grands avantages, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier a aussi ses dangers, de même que toute la tactique du Front unique. Pour éviter ces dangers, les partis communistes ne doivent pas perdre de vue que, si tout gouvernement bourgeois est en même temps un gouvernement capitaliste, il n'est pas vrai que tout gouvernement ouvrier soit un gouvernement vraiment prolétarien, c'est-à-dire un instrument révolutionnaire de pouvoir. L'Internationale communiste doit envisager les éventualités suivantes :

- 1° Un gouvernement ouvrier-libéral. Il y en a déjà eu en Australie; il est également possible dans un proche avenir en Angleterre.*
- 2° Un gouvernement ouvrier social-démocrate (Allemagne).*
- 3° Un gouvernement des ouvriers et des paysans pauvres. Il est possible dans les Balkans, la Tchécoslovaquie, la Pologne, etc.*
- 4° Un gouvernement ouvrier avec la participation des communistes.*
- 5° Un authentique gouvernement ouvrier prolétarien, qui, dans sa forme pure, ne peut être constitué que par le parti communiste.*

Les deux premiers types de gouvernement ouvrier ne sont pas des gouvernements ouvriers révolutionnaires, mais, en fait, des gouvernements de coalition entre la bourgeoisie et les leaders ouvriers contre-révolutionnaires. Ces "gouvernements ouvriers" sont tolérés dans les périodes critiques par la bourgeoisie affaiblie pour tromper le prolétariat sur le véritable caractère de classe de l'Etat, ou même pour détourner, avec l'aide de dirigeants ouvriers corrompus, l'offensive révolutionnaire du prolétariat et gagner du temps. Les communistes ne peuvent pas participer à de pareils gouvernements. Au contraire, ils devront démasquer impitoyablement devant les masses le véritable caractère de ces pseudo-gouvernements ouvriers. Mais, dans la période actuelle de déclin du capitalisme, où la tâche principale consiste à gagner à la révolution la majorité du prolétariat, même des gouvernements de cette espèce peuvent contribuer objectivement à précipiter le processus de décomposition du régime bourgeois.

Les communistes sont cependant prêts à agir en commun avec les ouvriers sociaux-démocrates, membres de partis chrétiens, syndicalistes, sans parti, etc., qui n'ont pas encore reconnu la nécessité de la dictature du prolétariat. Ils sont donc prêts, dans certaines conditions et sous certaines garanties, à soutenir un gouvernement ouvrier non communiste. Mais les communistes devront à tout prix expliquer à la classe ouvrière que son émancipation ne pourra être assurée que par la dictature du prolétariat.

Les deux types de gouvernements ouvriers, numérotés 3 et 4, auxquels peuvent participer les communistes, ne représentent pas encore la dictature du prolétariat; ils ne constituent même pas une étape transitaire historiquement inévitable vers la dictature. Mais, là où ils se forment, ils peuvent devenir un point de départ important de la lutte pour la dictature. La dictature complète du prolétariat n'est représentée que par le véritable gouvernement ouvrier (le cinquième de la liste ci-dessus), composé de communistes. »⁸

Je pense que cette citation, qui n'est pas difficile à trouver, était néanmoins nécessaire, car on y trouve la réponse à toutes les questions que pose ce mot d'ordre, formulée en termes clairs et précis. Nous voyons ainsi comment, à partir précisément de cette expérience politique que fut le développement de la révolution en Allemagne, a été forgé par l'Internationale communiste, en fonction du mouvement même de la classe ouvrière, un armement politique précieux pour aborder des problèmes qui se situent au centre même de notre activité d'aujourd'hui.

Comment la question se pose en France aujourd'hui

Aujourd'hui, après la grève générale de mai-juin 1968, comment la question se trouve-t-elle posée en France ?

La revendication centrale de la classe ouvrière, c'est celle du gouvernement. Et, camarades, quand je dis cela, je dois bien m'expliquer. Naturellement, il y a des luttes, il y a toutes sortes de revendications, mais la classe ouvrière française est aujourd'hui conditionnée dans son développement politique, d'une manière semi-consciente, sinon totalement consciente, par le fait qu'elle ressent profondément que la satisfaction de toutes ses revendications, la solution de tous les problèmes qu'elle se pose, est liée à la solution de la question gouvernementale.

C'est le produit le plus positif, du point de vue de la conscience de la classe ouvrière, de la grève générale de mai-juin 1968. Certes si vous faites de la sociologie, si vous prenez vingt ouvriers échantillons de différentes usines, que vous les mettez dans un coin et que vous leur faites remplir un questionnaire, vous n'aboutirez pas à ce résultat. Ça, c'est clair.

Le Gouvernement ouvrier et paysan

Si vous faites de la politique marxiste, si vous utilisez la méthode du matérialisme dialectique, alors vous êtes obligés de vous poser le problème de la manière suivante : comment se fait-il que, dans une situation où la classe ouvrière a l'initiative politique depuis que la grève générale de mai-juin 68 a pris fin, nous ne débouchions pas sur de grands, de gigantesques combats ? Pourquoi ?

Oui, la classe ouvrière a l'initiative politique ! Et cela se mesure de la manière la plus simple : c'est la bourgeoisie qui est en quelque sorte le thermomètre qui nous permet de le mesurer.

Nous savons tous les plans qui sont élaborés contre les conquêtes de la classe ouvrière et de la jeunesse. Il y a des tonnes et des tonnes de papier où ces choses sont méticuleusement précisées. Et nous savons tous que ces plans ne sont pas appliqués, ou le sont peu, ou le sont mal.

Je ne vous citerai qu'un exemple : à la R.A.T.P., comme partout, la rationalisation doit s'abattre. Et puis, il y a le rapport Nora. Le rapport Nora prévoit tout simplement l'élimination, d'ici à quelques années, sur environ 38000 travailleurs de la R.A.T.P., de 11 000 d'entre eux, avec tout ce qui en découle du point de vue de la qualification, du point de vue des avantages acquis, etc., etc.

Depuis quelques années déjà, le rapport Nora est mis en application. Il y a eu toute une série de mesures d'automatisation, encore limitées, encore partielles; et finalement, au lieu d'avoir 11 000 travailleurs en moins, il y a, par rapport aux chiffres d'il y a deux ans... 2 000 travailleurs en plus à la R.A.T.P. !

Qu'est-ce qu'illustre ce chiffre ? Eh bien, tout simplement l'incohérence à laquelle doit se résigner la bourgeoisie, précisément du fait qu'elle se trouve devant une classe ouvrière qu'elle doit frapper, qu'elle la frappe partiellement, puis qu'elle recule, etc. C'est dans cette situation que s'exprime la reprise de l'initiative par la classe ouvrière dans la lutte des classes : c'en est tout au moins l'un des aspects.

Mais en même temps, la classe ouvrière n'engage pas globalement le combat, et si l'on fait des comparaisons, on verra qu'en Angleterre tout un mouvement de grèves est développé, qui était nourri d'illusions que la classe ouvrière française tend aujourd'hui à éliminer. Appuyée sur la puissance de ses organisations, la classe ouvrière anglaise, contre le gré, d'ailleurs, dans une très large mesure, de la direction de ses organisations, est allée à l'assaut parce qu'elle se croyait capable de résoudre ses problèmes sur le seul terrain des luttes économiques.

En France, le frein aux luttes, à de grandes luttes, c'est, au contraire, la compréhension qu'ont les ouvriers que revendiquer est indispensable, mais que revendiquer ne suffit pas ; que la revendication qui contient toutes les revendications, qui est la synthèse de toutes les revendications, c'est la revendication sur la question gouvernementale, c'est celle qui règle le problème politique. Le problème du gouvernement est au centre de la lutte des classes en France, non pas seulement comme une donnée historique, non pas seulement comme une donnée générale, mais d'une manière pratique, politique immédiate, et c'est cette question qui est pour nous décisive du point de vue de la construction de nos organisations, que ce soit l'A.J.S., l'Alliance ouvrière, ou l'O.C.I., comme du point de vue de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Nous pouvons naturellement - et nous devons - expliquer que la solution des problèmes d'aujourd'hui n'est possible que par le socialisme. Et que le socialisme exige que se réalise la dictature du prolétariat, sous la forme de l'Etat des conseils, que, pour ce faire, il faut construire le parti révolutionnaire, il faut construire, reconstruire la IV^e Internationale.

Nous devons le dire, l'expliquer, mais, si nous nous bornions à cette réponse, nous ferions une propagande abstraite, une propagande qui ne serait pas fondée dans le développement concret de la lutte des classes. Les communistes que nous sommes doivent au contraire exprimer le mouvement même, le développement politique même de la classe ouvrière.

Cela veut dire, que les aspirations politiques de notre classe, c'est à nous qu'il appartient de les formuler !

Aujourd'hui, c'est donc la question du gouvernement ouvrier qu'il nous appartient de formuler, et la classe ouvrière française, parce qu'elle n'est pas bâtie d'une autre manière, parce qu'elle ne s'est pas constituée politiquement d'une autre manière que toutes les autres classes ouvrières du monde entier, ne peut pas se contenter qu'on lui dise : il faut faire la révolution, il faut édifier le socialisme, etc. Elle est obligée de poser la question politique centrale du gouvernement dans les termes politiques concrets où elle peut le faire, c'est-à-dire au travers de ses organisations traditionnelles. Il n'est pas possible qu'elle fasse autrement ! Elle ne peut pas attendre pour combattre que le parti révolutionnaire soit construit, que la IV^e Internationale soit reconstruite, et la jeunesse non plus ne peut pas attendre que l'Alliance des jeunes pour le socialisme soit construite pour lutter ! Elle est obligée de lutter avec les instruments qu'elle possède.

Et c'est pourquoi cette question du gouvernement ouvrier, que nous devons formuler aujourd'hui comme le gouvernement des organisations ouvrières unies, est la question politique centrale. C'est seulement dans la mesure où, à chaque moment, nous saurons exprimer cette revendication de la classe ouvrière dans les termes appropriés que nous saurons exprimer son combat à l'intérieur de son propre mouvement, du mouvement ouvrier, pour le gouvernement des organisations ouvrières unies, conçu comme formulation concrète de l'objectif stratégique du gouvernement ouvrier, que nous étendrons nos racines, que nous rassemblerons l'avant-garde, que nous progresserons dans la construction du parti révolutionnaire. A ce propos, je voudrais d'ailleurs dire un mot sur une question qui m'a été posée hier, mais qui, j'en suis sûr, serait posée encore ici aujourd'hui.

Le cas du parti socialiste

A la réunion du Bureau parisien de l'Alliance ouvrière, hier, un camarade est venu poser la question suivante : Bon, il y a les partis, les organisations traditionnelles, P.C., C.G.T., F.O., F.E.N., mais il y a un singulier problème qui se trouve posé, c'est celui du parti socialiste ! Car, et nous l'avons dit à juste titre, le parti socialiste est aujourd'hui dirigé par

Mitterrand, dont les origines politiques, les liens politiques, la fonction politique sont ceux d'un homme politique de la bourgeoisie et qui, finalement, tend à détruire le parti socialiste comme parti ouvrier.

C'est vrai, camarades, mais l'origine d'un parti ouvrier, ses liens avec la classe ouvrière, sa caractérisation comme parti ouvrier ne dépendent exclusivement ni de sa direction ni de sa politique.

Car enfin, s'il en était ainsi, on devrait alors dire de la social-démocratie allemande quelle n'est plus un parti ouvrier, car, en fonction d'une certaine situation politique (créée d'ailleurs par la répression, par la bureaucratie du Kremlin, de la révolution hongroise en 1956, après celle du mouvement révolutionnaire de 1953 en Allemagne orientale), au congrès de Bades-Godesberg, en 1959, la social-démocratie allemande a rejeté de son programme toute référence à la lutte des classes. Aujourd'hui, officiellement, la social-démocratie allemande est un parti national allemand, c'est-à-dire un parti reposant sur toutes les classes de la société ; ce n'est plus un parti de classe, un parti se situant théoriquement, dans la définition qu'il donne de lui-même, sur le terrain de la lutte des classes.

Est-ce que, pour autant, la social-démocratie a changé de nature ?

Evidemment non. Naturellement cette modification, cette évolution politique a son importance ; mais la nature de classe prolétarienne d'une organisation résulte, répétons-le, de son origine historique, de ses racines dans l'histoire du mouvement ouvrier, enfin de la place qu'elle occupe objectivement dans les rapports entre les classes ; et le parti socialiste, aujourd'hui encore, est en France un parti ouvrier parce qu'il s'insère dans toute la tradition social-démocrate à l'échelle, non seulement de ce pays, mais du monde entier ; l'opération Mitterrand, si elle se développe jusqu'au bout, ne peut précisément aboutir qu'à la destruction du parti socialiste ; et il faut dire que, de ce point de vue, la lutte contre l'opération Mitterrand - à laquelle nous sommes politiquement intéressés, car nous avons intérêt à ce que les organisations ouvrières conservent leur nature de classe face à la bourgeoisie, la lutte contre l'opération Mitterrand, si elle doit être menée efficacement, ne peut, encore et toujours, que passer par la définition d'une ligne politique valable pour toute la classe ouvrière, donc pour ses organisations, donc, dans ce cas précis, par la définition, par l'adoption de la perspective du gouvernement ouvrier, c'est-à-dire, à l'heure actuelle dans ce pays, du gouvernement des organisations ouvrières unies.

C'est de cette manière, sur la base de notre politique, et non d'une dénonciation abstraite que, entre autres choses, l'opération Mitterrand peut être défaite au sein du parti socialiste.

A partir de là, camarades, ce qu'expliquaient les thèses du IV^e congrès de l'Internationale communiste quant aux dangers de cette formule peut facilement se comprendre. Et il est clair, notamment, que ces dangers existent, aussi bien d'ailleurs au sein de l'O.C.I. et de l'Alliance ouvrière que de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme.

Il est clair que, dans le cadre de la lutte pour l'objectif stratégique du gouvernement ouvrier que nous menons, à partir des dangers mêmes de cette formule, toutes sortes d'incompréhensions, de confusions, d'erreurs se manifestent dans notre activité.

Confusions et erreurs : « leur programme »

C'est ainsi que, assumant cette tâche qui est la nôtre de donner une forme consciente, politique, aux aspirations des travailleurs à voir les dirigeants des organisations traditionnelles s'unir et former ensemble un gouvernement ouvrier, nous avons développé, au cours de ces dernières semaines, compte tenu de la situation politique, l'argumentation suivante destinée aux militants du P.C.F.

Vous êtes, leur disons-nous, sur la ligne de la marche au socialisme par les voies parlementaires ? Nous, trotskystes, ne sommes pas d'accord, et l'histoire d'un siècle et demi de luttes ouvrières condamne à notre avis cette perspective. Mais puisque vous l'adoptez, qu'attendez-vous pour engager le combat, pour mobiliser les travailleurs afin d'imposer la dissolution de cette Assemblée nationale qui est si manifestement en faillite, qui ne représente plus rien dans le pays ?

Et certains camarades ont traduit : « *Il faut exiger des dirigeants du P.C.F. qu'ILS APPLIQUENT LEUR PROGRAMME !!* »

Mais non, camarades, nous n'avons **JAMAIS** dit cela ! Regardons-y de plus près. Le parti communiste français, dont la position, dans la classe ouvrière, est évidemment déterminante, a élaboré un programme ; un programme qui remplit de multiples fonctions, mais dont la ligne politique générale est tout à fait claire.

Il remplit de, multiples fonctions, et il témoigne à sa manière de l'exactitude de ce que je disais tout à l'heure : à savoir que la question déterminante, la revendication des revendications, le centre des problèmes se trouve aujourd'hui, pour la classe ouvrière, dans la question du gouvernement.

C'est pour répondre à sa manière à cette question que ce programme a été élaboré par la direction du parti communiste français.

Et c'est, rappelons-le, au nom précisément de la question gouvernementale qui ne saurait, disait cette direction, être réglée aujourd'hui, qu'a été liquidée la grève des cheminots et « justifiée » la liquidation de la grève des conducteurs de la R.A.T.P.

Est-il besoin de le souligner ? Le programme du P.C.F. n'est pas le programme d'un gouvernement ouvrier ! C'est le programme traditionnel, traditionnel avec en plus ce qu'implique l'état présent de décrépitude de la bourgeoisie française, de, ce que l'Internationale communiste désignait, nous l'avons vu, comme, en fait, un gouvernement « de coalition entre la bourgeoisie et les leaders ouvriers contre-révolutionnaires », d'un gouvernement qui aurait pour tâche de refréner, de contenir, de dévier et de disloquer finalement le mouvement de la classe ouvrière vers un gouvernement à elle, un gouvernement qui la représente, un gouvernement anti-capitaliste, un gouvernement marchant vers la dictature du prolétariat - bien que n'étant pas encore la dictature du prolétariat.

Et le programme du P.C.F., en bien des endroits, expose très clairement une politique de cette nature, par exemple une politique visant à disloquer la Sécurité sociale, à développer la mise en place de la réforme réactionnaire de l'enseignement, à liquider toute une série de conquêtes ouvrières.

Nous ne pouvons en aucun cas lancer le mot d'ordre : « *Appliquez votre programme.* » Il y a là une confusion qui a peut-être son origine historique dans le fait que, en Russie, sur toute une série de points, Lénine, entre avril 1917 et octobre 1917, s'est emparé, notamment en ce qui concerne la réforme agraire ou le « capitalisme d'Etat », de toute une série de mesures contenues dans le programme des partis menchévique et socialiste-révolutionnaire. Et, dans sa brochure *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, il demande avec insistance à ces partis : pourquoi refusez-vous de mettre en application ces points de vos propres programmes, vous qui avez la majorité dans les soviets, alors que ces mesures sont les seuls moyens de conjurer la catastrophe imminente ?

Mais Lénine n'a pas dit : « *Pourquoi n'appliquez-vous pas votre programme ?* » Un programme, dans sa totalité, a une nature politique et sociale déterminée, qui reflète la nature du parti qui l'a élaboré. Un parti ouvrier contre-révolutionnaire ne peut avoir qu'un programme qui, fût-ce sous une forme habilement camouflée, tend à maintenir l'ordre bourgeois. Si le programme du P.C.F. en tant que tel, en tant que programme politique global, correspondait aux intérêts de la classe ouvrière, si, à tout le moins, il allait dans le sens de ces intérêts, il est clair qu'il nous faudrait réviser notre appréciation de la nature du P.C.F. C'est précisément ce que nous faisons en disant : « *Appliquez votre programme !* » ; nous cautionnons ce programme devant les travailleurs. Il nous faut, contraire, par une analyse détaillée, démontrer le caractère véritable de ce programme, qui est la négation même du gouvernement ouvrier.

Et cela est d'autant plus nécessaire qu'il faut cependant distinguer, qu'il faut bien voir qu'en même temps, pour remplir sa fonction, ce programme est obligé, sous une forme déterminée, de répondre à un certain nombre d'aspirations des travailleurs !

Prenons un exemple très simple. Aujourd'hui, devant le chômage, la crise du capitalisme, le programme du P.C.F. dit : nationalisation de l'ensemble des industries-clés, des banques, etc. Dans le même temps, naturellement, la direction du P.C.F. s'emploie à minimiser ces points de son programme. Elle souligne qu'il s'agit de problèmes à discuter, que, de toute façon, ces mesures ne pourraient s'appliquer d'un seul coup, mais seulement petit à petit. Nous pouvons alors nous emparer de ces points, de ces mesures particulières préconisées par le programme du P.C.F. Employant la même méthode que dans la question des élections anticipées, nous pouvons dire :

- Qu'attendez-vous, face à la montée du chômage, etc., pour mobiliser les travailleurs sur votre mot d'ordre de la nationalisation de l'ensemble des industries-clés ? Ce qui ne signifie pas que nous allons exiger l'application d'un programme dont le contenu spécifique est précisément de barrer la route au gouvernement ouvrier ! Ce qui ne signifie pas, dans ce cas précis, que nous allons oublier que notre programme ne comporte que le mot d'ordre de nationalisation sans indemnités ni rachat, autrement dit d'expropriation des industries-clés, mot d'ordre inséparable de celui du contrôle ouvrier sur la production, etc.

Il est donc nécessaire de s'exprimer avec plus de précision. Bien qu'en France, à l'heure actuelle, la forme concrète prise par l'objectif stratégique du gouvernement ouvrier, la formule tactique ouvrant la voie de cet objectif stratégique soit : « gouvernement des organisations ouvrières unies », il ne s'ensuit pas que n'importe quel gouvernement des organisations ouvrières unies, n'importe quel gouvernement dont les membres appartiendraient tous à des organisations ouvrières, sera nécessairement un véritable gouvernement ouvrier ou même fraiera la voie à un tel gouvernement. Ce qui en décidera, c'est le contenu politique de ce gouvernement, ses relations avec les diverses classes. Lutter pour que ce soit un véritable gouvernement ouvrier, c'est lutter pour la rupture de la coalition avec la bourgeoisie en démontrant qu'il ne peut y avoir de ministres représentant d'une quelconque façon les intérêts de la bourgeoisie, un quelconque parti bourgeois dans ce gouvernement. Ce qui s'exprime par l'exigence :

- Combattez pour la mobilisation des masses sur le terrain même de ces voies parlementaires dont vous affirmez l'existence et qui, selon vous, mènent à la formation d'un gouvernement répondant aux besoins et aux aspirations des masses travailleuses !

Aujourd'hui le pronostic que l'on peut faire, c'est que, dans la crise qui se déroule sous nos yeux, crise de l'impérialisme en général, de la bourgeoisie française en particulier, la dislocation du gouvernement actuel est inéluctable, quels qu'en soient d'ailleurs les délais. La perspective la plus probable, c'est alors qu'en France se constituera à une certaine étape un gouvernement des organisations ouvrières unies. Nous pouvons dire que ce gouvernement, très vraisemblablement, sera un gouvernement ayant une situation contradictoire, parce que la classe ouvrière y mettra un contenu politique qui est le sien, alors que celui-ci, comme représentant des directions traditionnelles liées à la bourgeoisie, aura, au contraire, comme tâche politique de ligoter, d'enserrer la classe ouvrière dans une situation dont elle ne puisse se sortir.

Il faut bien comprendre que notre insertion dans ce processus politique, autrement dit la bataille que nous livrons pour exprimer ces aspirations actuelles des masses, est la seule garantie possible de ce que nous parvenons à nous construire, à nous renforcer, donc de ce que nous soyons aptes, le moment venu, à exploiter ces nouveaux développements politiques, à les orienter vers la lutte pour le gouvernement ouvrier.

La Conférence des 5 et 6 février doit être définie, organisée, préparée politiquement comme la conférence de tous ceux qui veulent combattre pour le Front unique ouvrier, pour le socialisme, pour un gouvernement ouvrier, pour le gouvernement des organisations ouvrières unies.

Avec l'ensemble de ces déterminations, ont leur place dans cette conférence y compris ceux qui pensent que c'est par les voies parlementaires qu'on peut y arriver, mais qui attendent de ce gouvernement qu'il exproprie la bourgeoisie, qu'il s'engage dans la voie de la destruction de l'Etat bourgeois, qu'il soit effectivement une transition vers le socialisme.

Et de ce point de vue, il faut bien comprendre que la trahison n'est pas, elle non plus, en dehors de la lutte des classes, de ses formes, de ses moyens, de ses méthodes. J'ai cité Noske et Scheidemann : mais, actuellement, la direction du P.C.F., experte en fait de trahison, sait très bien comment les masses posent la question du gouvernement. Que disent

les dirigeants du P.C.F. ? Ils disent : la démocratie rénovée - ou je ne sais quoi - est la transition vers le socialisme ; c'est-à-dire qu'ils utilisent le mouvement même de la classe ouvrière pour cadenasser, pour étrangler celle-ci. Notre tâche, en ce qui nous concerne, consiste au contraire à utiliser ce même mouvement de la classe ouvrière pour son émancipation pour l'aider à se hisser à de nouvelles hauteurs politiques, pour qu'elle parvienne, grâce à notre intervention, à édifier les instruments de la révolution socialiste. Et de ce point de vue, oui, nous devons engager la discussion avec les militants qui veulent se battre pour le socialisme, pour le gouvernement ouvrier, pour le gouvernement des organisations ouvrières unies, y compris s'ils pensent qu'il est possible d'y parvenir par les voies parlementaires.

L'A.J.S. doit combattre pour le gouvernement ouvrier

Et ici, camarades, je voudrais poser une question - et, par la même occasion, y répondre.

L'A.J.S. serait-elle dispensée de combattre pour le gouvernement ouvrier, pour le gouvernement des organisations ouvrières unies ?

Si je dis cela, c'est qu'il existe des documents inquiétants. Un cercle de l'A.J.S. a édité, pour convoquer une réunion préparatoire à la manifestation du 31 octobre, un tract où l'on peut lire :

« Tout va bien, déclarait M. Chaban-Delmas aux journalistes l'autre jour. On peut penser qu'il a raison. Certains objectifs du VI^e plan sont déjà atteints et même dépassés. C'est le cas du nombre des chômeurs : 600 000 prévus par la bourgeoisie afin de peser sur les salaires. La mobilité géographique de la main-d'œuvre tant réclamée par le patronat pour les besoins de l'économie française capitaliste est en marche, etc.

Décidément, tout va bien (...)

Oui, tout paraît aller pour le mieux pour la bourgeoisie

Serait-ce le sort des millions de travailleurs exploités, sous-payés, ou bien (...)

M. Chaban-Delmas n'est pas un humaniste (...)

Ses inquiétudes sont d'un autre ordre : ce sont les luttes qu'ont engagées les travailleurs de Renault, de la S.N.C.F., de la R.A.T.P., parce qu'ils en ont assez d'être exploités.

Ce sont les jeunes étudiants, les lycéens qui, décidément, se refusent à subir la réforme Fouchet-Faure. C'est l'ensemble du mouvement ouvrier qui, commençant à tirer les leçons de Mai 68, refuse la participation malgré les efforts des directions syndicales actuelles, et cherche confusément à en finir avec ce gouvernement, qui ne peut satisfaire ses revendications et à instaurer son gouvernement, qui le pourra.

C'est, le 31 octobre, des dizaines de milliers de jeunes qui s'engagent, avec l'A.J.S., etc.

Les inquiétudes de Chaban et du patronat sont légitimes. Les illusions s'effondrent. La crise monétaire, les conducteurs de la R.A.T.P. qui disent : "Les syndicats avec nous." »

[Et, est-il écrit dans le tract : « Les permanents avec nous ». Ce n'est pas cela qu'ils ont dit ; ils ont dit : « A notre service » nous l'avons vu, et nous avons analysé ce que cela signifiait.]

« Les Jeunes refusent les plans de sélection et de déqualification élaborés par les serviteurs du pouvoir. Les seules augmentations que ce gouvernement peut donner, ce sont celles des prix et du chômage. Plus que jamais, le socialisme est à l'ordre du jour ! Et avec l'A.J.S., l'O.C.I. et l'Alliance ouvrière se construit l'organisation politique nécessaire à la victoire du socialisme ! Les 27 et 28 octobre, l'A.J.S. organise, etc.

Pourquoi le socialisme ? Pourquoi l'organisation ?

Des questions auxquelles Pompidou, Chaban, Guichard ne peuvent répondre.

C'est pour cela, jeunes du 11^e, que vous viendrez en masse à cette réunion. »

Camarades, les auteurs de ce tract sont indéniablement imbus des sentiments les plus louables. Ils pensent d'ailleurs - et sur ce point, nous l'avons vu, ils ont entièrement raison - que la grande perspective du socialisme est indispensable à la jeunesse pour se mobiliser et s'organiser. Mais, à part cela, ils vivent apparemment dans un monde de rêve - où la lutte pour le socialisme reste à l'état d'épure, d'où le combat réel du prolétariat pour son émancipation est absent. Car, enfin, où sont les problèmes du Front unique ? Est-ce qu'ils n'existeraient pas pour la jeunesse ? Je dis que c'est faux ! Où sont les problèmes du gouvernement ? Est-ce qu'ils n'existent pas pour la jeunesse ? Il est profondément faux de le croire ! Y compris la jeunesse, qui agit d'une manière plus spontanée que le gros de la classe, est partie intégrante (ou alors constituerait-elle une classe en soi ?) du mouvement historique fondamental des travailleurs. C'est sur le dynamisme de la jeunesse que, bien entendu, nous devons nous appuyer, mais non pas en l'isolant du mouvement fondamental de la classe ; bien au contraire, pour que la jeunesse donne à celui-ci une impulsion supplémentaire pour le faire avancer plus vite dans sa propre voie, il faut que son élan fusionne avec le mouvement de la classe, lui donne une énergie, un dynamisme accrus. Et pour qu'elle puisse réaliser cette tâche - donc pour que nous puissions progresser dans la construction de l'A.J.S. - il faut à la jeunesse d'aujourd'hui engager le combat pour le gouvernement ouvrier, pour le gouvernement des organisations ouvrières unies.

Ce tract, camarades, avec les meilleures intentions du monde, laisse le champ libre à toutes les déviations. Il nourrit obligatoirement le gauchisme ! Mais il laisse également le champ libre au plus plat opportunisme. Ses auteurs vivent au ciel, et non sur la terre. Sur la terre, où la jeunesse n'est pas une assemblée de penseurs qui, convaincue théoriquement, va s'organiser pour lutter pour le socialisme, mais, bien au contraire, exprime, sous les formes qui sont les siennes, les déterminations les plus élevées du mouvement de la classe ouvrière ; et, pour cette raison, elle est partie prenante, tend à s'insérer au centre même de la lutte pour le gouvernement dans les termes mêmes, et seulement

dans les termes, où la classe ouvrière peut poser le problème du gouvernement. Il est d'ailleurs évident que ce cercle de l'A.J.S. prépare toutes sortes de choses, mais certainement pas la conférence sur le gouvernement ouvrier. Pourquoi l'A.J.S. est-elle partie prenante dans la conférence du gouvernement ouvrier ? Précisément parce qu'elle est une des forces les plus essentielles, les plus dynamiques dans le combat pour le renversement de cette société, et que, partant naturellement toujours à partir de sa place spécifique, se pose en termes brûlants la question du gouvernement.

C'est cela que nous devons exprimer ; c'est à partir de là que nous pouvons organiser, rassembler, préparer la conférence, autrement, je ne sais pas très bien ce que nous faisons.

Et, camarades, il faut le dire, ce n'est pas la seule erreur politique importante qui soit commise ici ou là.

La place du mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe

Lorsque nous parlons du gouvernement ouvrier, que nous disons : ce gouvernement ouvrier peut et doit prendre la forme du gouvernement des organisations ouvrières unies, qu'est-ce que cela signifie ?

Cela signifie que **TOUTES** les déterminations de notre politique se trouvent concentrées dans ce mot d'ordre, dans la bataille politique pour ce mot d'ordre. Cela veut dire, par exemple, et je l'ai remarqué précédemment, qu'il faut s'appuyer sur les revendications, mais que ce n'est pas l'énumération des revendications qui, par elle-même, permettra d'avancer, s'il n'y a pas **AU CENTRE** de notre politique **LA** revendication du gouvernement ouvrier. Toutes les déterminations de notre politique, cela veut dire encore que si, naturellement, notre tâche en France est de conquérir l'avant-garde du prolétariat français, notre perspective n'est pas de faire de la France une petite île dans laquelle on pourra instaurer le socialisme au milieu d'un océan impérialiste déchaîné. Il est clair comme le jour que, dans le cadre de la lutte pour le gouvernement ouvrier, la perspective globale de développement de la révolution en Europe tient une place centrale. Le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe n'est pas un slogan internationaliste supplémentaire que nous ajouterions à d'autres mots d'ordre comme celui du gouvernement ouvrier. Il faut instaurer un gouvernement ouvrier pour s'engager dans la voie de la solution des problèmes que ne peut pas résoudre le capitalisme, qui, bien au contraire, nous entraîne vers la barbarie. Mais ces problèmes qu'il faut résoudre, c'est d'abord celui de cette Europe qui se disloque, qui est menacée de sombrer dans le néant, dans la destruction ! Il est impossible de ne pas donner une réponse politique à cette question, qui n'est pas pour après-demain, mais pour tout de suite, et dont la solution conditionne tous les autres. Car c'est seulement dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe que les aspirations des masses pourront réellement commencer à être satisfaites.

Mais, au fait, camarades, Essen, qu'est-ce que c'était au juste ? Un rassemblement, pour montrer ce que nous pouvons ressembler ?

Une démonstration navale, comme le disent tels de nos adversaires ? Une péripétie ? Une manifestation symbolique d'internationalisme abstrait ? Ou une expression fondamentale de notre politique ?

On peut au moins se poser la question lorsque - je l'ai constaté avec quelque effarement - il apparaît, que le projet de programme d'action de l'A.J.S. ne dit pas un mot des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Or, nous avons expliqué que la bataille politique pour Essen était déterminante pour la construction de nos propres Organisations en France. Déterminante, parce que, dans cette bataille pour Essen, dans cette bataille pour que 5 000 jeunes se rassemblent en Allemagne, au cœur du prolétariat allemand, pour proclamer la nécessité de se battre pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, nous posons les bases politiques de la solution de la crise de l'impérialisme comme de la crise de la bureaucratie du Kremlin, dans notre pays, dans toute l'Europe et, par suite, dans le monde entier.

Nous avons dit que la tenue du rassemblement d'Essen avait constitué pour nous un succès politique, parce que précisément, pour la première fois depuis des décennies, au cœur de l'Europe, rassemblés par notre politique, par nos forces, par notre combat, ces 5000 jeunes avaient proclamé l'unité de lutte du prolétariat européen, donc la nécessité des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Et nous voyons là, camarades, deux faces d'un même problème. D'un côté ce cercle qui se meut dans l'empyrée, qui ne pose pas les problèmes réels de la lutte des classes, de la lutte de la jeunesse, et de l'autre un programme dit concret, ce concret qui, selon Lénine, est la pire des abstractions, où la dimension internationale indispensable au gouvernement ouvrier, indispensable à la construction de l'organisation de la jeunesse, est absente.

Cela veut dire quoi, camarades ? Cela veut dire que tout cela n'est pas grave, est même satisfaisant, *dans la mesure où nous prendrons conscience de ce que cela signifie*. Lorsque nous avons décidé la tenue de cette conférence sur le gouvernement ouvrier, nous l'avons fait en fonction de considérations politiques dont j'ai parlé dans cet exposé. Mais il s'avère, et c'est bien normal, que précisément parce que la question du gouvernement se situe au cœur des problèmes de notre politique, de la relation entre le développement de la lutte des classes, notre intervention dans cette lutte, la construction du parti révolutionnaire, la reconstruction de la IV^e Internationale et la construction de l'A.J.S., tous les problèmes, toutes les difficultés politiques - qui ne sont jamais, et ne peuvent pas être, définitivement réglés - reviennent à la surface : tout doit être réabordé, rediscuté, élaboré à nouveau. Et, camarades, je crois que c'est de cela que nous allons discuter aujourd'hui. La conférence que nous tiendrons les 5 et 6 février sur la question du gouvernement ouvrier sera comprise par l'A.J.S., comme par l'Alliance ouvrière et par l'O.C.I., comme un terrain où convergent la construction du parti révolutionnaire et l'élaboration même de la politique du parti révolutionnaire.

Cette discussion, vous aurez à la mener, sous l'angle particulier de l'A.J.S. certes, mais vous ne pourrez la mener à bien comme une question A.J.S. en soi. Il vous faut à mon sens l'aborder comme l'une des applications d'une stratégie d'ensemble, d'une stratégie globale, qui découle de ce que nous sommes, savoir l'expression consciente d'un mouvement historique inconscient : d'une stratégie qui traduit en termes politiques le mouvement même de la classe vers son émancipation, mouvement qui, à partir de ses acquis, des formes d'organisation que lui lègue sa propre histoire, la conduit vers de nouvelles conquêtes, vers la révolution socialiste, vers ces nouvelles formes d'organisation que sont le parti révolutionnaire et la Quatrième Internationale.

Réponse à la discussion

Camarades, dans les interventions que nous venons d'entendre, je crois qu'il y a déjà les éléments d'une progression, d'une recherche incontestable du véritable nœud de la question, d'un effort pour essayer d'aborder le combat politique pour la préparation de la conférence (et plus généralement la construction de l'A.J.S.) dans le cadre global de la lutte des classes.

Car si la jeunesse a ses particularités, elle n'échappe pas au mouvement, à la logique profonde, à la logique organique du développement de la lutte des classes du prolétariat.

Bien sûr, c'est souvent comme son avant-garde qu'elle y participe. Mais la jeunesse, bien qu'elle ne soit pas organisée ou qu'elle ne soit en grande partie pas organisée - bien que, chez elle plus qu'ailleurs sans doute, les tendances gauchistes trouvent un terrain propice, est obligatoirement amenée à se poser les questions politiques centrales.

Et la discussion que nous avons aujourd'hui ne porte pas sur la question de savoir jusqu'à quel point la jeunesse est organisée ou pas organisée, d'analyser ses impulsions gauchistes à tel ou tel moment. Ce dont il s'agit, c'est de savoir si nous, qui ne sommes pas une force passive au sein de la jeunesse, nous nous battons sur un terrain politique, si, à partir de tous les développements, de toutes les luttes dans la jeunesse, nous posons le problème politique central : la question du gouvernement.

C'est à partir de là que tout s'ordonne. C'est à partir de là que la discussion peut s'engager et des progrès politiques se réaliser, à partir de là que l'A.J.S. peut avancer dans la voie de l'organisation de la jeunesse.

Pour vaincre, il faut résoudre la question du gouvernement !

Comment la résoudre ? Voilà le problème que nous mettons au centre, que l'A.J.S., elle aussi, met au centre de toute son action. Dès lors, camarades, je ne dis pas que les choses deviennent simples parce que, malheureusement ce n'est pas vrai, mais, en tout cas c'est la seule méthode avec laquelle on puisse progresser.

Dire : il faut le socialisme, moi je suis « pour », puis expliquer ce que c'est que le socialisme, pourquoi, comment, de la meilleure façon possible, est indispensable. Si vous montrez alors que la lutte pour le socialisme se concentre aujourd'hui autour de la question du gouvernement, si vous vous expliquez politiquement alors, pour l'A.J.S., sa position politique est, dirai-je, confortable. Mais il faut bien comprendre que l'A.J.S. est une grande personne que l'A.J.S., par conséquent, ne peut pas se borner à fréquenter les jeunes, se contenter, notamment, de s'adresser à la Jeunesse communiste, comme si elle n'était concernée que par un Front uni de la jeunesse.

L'A.J.S., et c'est la signification de sa participation à la conférence des 5 et 6 février, est partie prenante de la construction du parti révolutionnaire. L'A.J.S., au nom de la jeunesse, s'adresse à l'ensemble du mouvement ouvrier, est le porte-parole de l'ensemble de la jeunesse auprès de l'ensemble du mouvement ouvrier. Il n'y a que comme cela que l'on peut poser le problème.

Si on ne pose pas ce problème dans toute sa dimension, on s'enferme soi-même dans un cadre où la perspective ne peut plus éclairer les solutions. La jeunesse, ou tout aussi bien les travailleurs des autobus parisiens dont on a parlé tout à l'heure, sont placés dans des conditions qui peuvent les pousser vers le gauchisme, vers la formation de tendances gauchistes, tendances qui existent aussi bien à l'intérieur de la classe ouvrière que dans la jeunesse. En effet, lorsque les travailleurs sont confrontés avec la trahison continuelle des directions ouvrières traditionnelles, il naît des tendances à se passer des organisations traditionnelles, à rejeter toute forme d'organisation et à chercher des solutions miracles.

La grève des bus et le gauchisme

C'est ce qui s'est passé dans le cas de la grève des bus. Cette grève ne pouvait déboucher que sur un plan politique. On ne pouvait combattre le gauchisme qui se manifestait dans cette grève qu'en ouvrant aux aspirations saines des machinistes des bus une perspective politique, la seule perspective politique possible : pour que la grève des bus soit victorieuse, il faut unifier le combat le centraliser contre le gouvernement. Car ce combat posait finalement la question gouvernementale et dès lors, bien entendu, notre intervention dans cette grève et sa relation avec les organisations traditionnelles s'éclairaient d'elles-mêmes.

Nous pouvions, non pas en cédant aux gauchistes, mais en exprimant d'une manière positive les problèmes que posait la réaction des travailleurs des bus, leur ouvrir une perspective politique ; c'était d'ailleurs la seule manière de le faire. Il fallait cependant, pour cela, comprendre le mécanisme, le mouvement organique de la lutte de classe du prolétariat.

Encore une fois, et il faut nous en persuader, il faut vraiment l'assimiler totalement, la classe ouvrière, et la jeunesse avec elle, ce sont des produits de l'histoire. La classe ouvrière est organisée; elle ne peut pas vivre en dehors de sa réalité historique ; et le combat qu'elle livre pour son avenir, pour les perspectives politiques les plus générales, elle est obligée de le situer au départ dans un cadre historiquement déterminé, alors même que, et précisément pour cette raison, elle sera amenée ultérieurement à briser ce cadre qui entrave son déploiement. D'ailleurs, camarades, nous avons connu, au cours des 20 ou 30 dernières années, toute une série d'exemples qui, à partir d'une grève, à partir d'un combat déterminé, nous montrent très concrètement ce mouvement organique de la classe ouvrière.

Il est vrai qu'à diverses reprises, il y a eu débordement des organisations ouvrières par les masses. Par exemple, la grève générale - non seulement celle de mai-juin 1968, mais celle d'août 1953 - a commencé par un débordement des organisations ouvrières par les travailleurs. Il est non moins vrai qu'en mai 1968 le mouvement de masse a commencé par une vague de débordement des organisations traditionnelles par la jeunesse ; cela n'a d'ailleurs pu se produire qu'en fonction même de relations spécifiques nouées antérieurement entre la jeunesse et les organisations traditionnelles. Rien à voir, soit dit entre parenthèses, avec une prétendue « spontanéité radicale » du mouvement de la jeunesse, essence métaphysique dont l'arôme flatte une narine gauchiste, d'autant quelle naît et se développe manifestement

dans un autre univers que celui où se meuvent les organisations ouvrières. Mais que sont donc devenus, à l'étape immédiatement consécutive, l'énergie, le dynamisme accumulés par la jeunesse en débordant les organisations ?

Cette énergie, ce dynamisme n'ont pu se valoriser, acquérir leur pleine efficacité révolutionnaire qu'en se transférant au mouvement historique fondamental des masses travailleuses en lutte pour leur émancipation ; et ce transfert n'a pu s'opérer que par l'intermédiaire de ces organisations traditionnelles elles-mêmes que le mouvement de la jeunesse avait commencé par déborder et en apparence par ignorer. C'est en ébranlant les organisations, en les amenant à organiser la manifestation du 13 mai, que le rôle joué par la jeunesse les jours précédents en débordant les organisations a pris toute son importance. Le débordement d'une part, le mouvement des organisations de l'autre ne sont en aucune façon deux éléments radicalement hétérogènes, appartenant à des univers différents, voués à un antagonisme absolu, un de ces antagonismes métaphysiques, formels, qu'affectionne la pensée métaphysique du gauchisme. Ce sont, au contraire, des moments dialectiquement opposés, donc complémentaires, d'une même unité dynamique.

Il faut comprendre, assimiler, appréhender pleinement la nature et la signification de ce phénomène, qui s'est exprimé sous forme positive dans le cas du mouvement de la jeunesse en mai 1968, sous une autre forme dans le cas des machinistes des bus parisiens en juin 1971, dont la combativité n'a pu cette fois trouver dans l'immédiat une voie pour se fonder avec le mouvement global de la classe et l'énergiser. Ces tendances au débordement sont cependant significatives et peuvent être les signes annonciateurs de plus grandes luttes, mais qui ne pourront se développer, accéder à leur pleine efficacité que si elles acquièrent la perspective politique qui leur est indispensable pour s'intégrer au combat dans son ensemble, à la manière même dont la classe ouvrière le développe. Reportons-nous à la grève des mineurs de 1963⁹. Elle a été, par son contenu politique, une forme de débordement, mais, dans ce cas, la classe ouvrière a utilisé le cadre même de ses organisations pour déborder leur politique, pour se projeter en avant.

Mais que signifie alors la grève des conducteurs de la R.A.T.P. ? On en parle, on utilise la formule : « *Les syndicats à nous. Les permanents à notre service.* » Depuis que je l'ai consignée par écrit pour la première fois (n'en déduisez pas cependant que c'est moi qui l'ai inventée ! je n'ai fait que rapporter ce qui a été dit), elle a été reproduite bien des fois. Et qu'est-ce que veulent dire ces mots ? Tout simplement que les conducteurs de la R.A.T.P. ont débordé les organisations syndicales sur une ligne conforme aux intérêts de toute la classe ouvrière, une ligne qui pose, implicitement, la question du gouvernement ; mais qu'ils n'ont pas vu d'autre solution que de demander l'application de cette ligne aux appareils des organisations traditionnelles... qui n'en veulent pas ! C'est là un rapport qu'il faut comprendre ; c'est ce rapport politique qu'il s'agit pour nous d'exprimer d'une manière politique, c'est-à-dire consciente. C'est là que gît tout le problème de la transition du capitalisme au socialisme à l'intérieur même de la classe ouvrière, à l'intérieur même de ses organisations.

Reposons maintenant ces questions : Qu'est-ce que le gouvernement ouvrier ? Qu'est-ce que le Front unique ?

Il faut reprendre ici ce que disait un camarade tout à l'heure le Front unique, le gouvernement ouvrier ont un contenu politique, et nous seuls pouvons exprimer ce contenu politique sous sa forme générale en définissant l'objectif stratégique du gouvernement ouvrier, et sa formulation tactique actuelle : le mot d'ordre du gouvernement des organisations ouvrières unies. Mais ce contenu politique se manifeste dans la vie politique concrète de chaque jour.

Des aspects extrêmement précis

Le combat pour le gouvernement des organisations ouvrières unies, pour le gouvernement ouvrier, prend ainsi des aspects extrêmement précis. A l'Université, par exemple, c'est le combat pour la rupture d'avec la politique de participation. Dans le cadre de la lutte contre le chômage, contre la rationalisation, il se concrétise par des mots d'ordre et des actions à mener qui procèdent de la politique du Front unique, de la politique du gouvernement ouvrier, de la politique du gouvernement des organisations ouvrières unies et nourrissent en même temps le combat pour cet objectif.

Des mots d'ordre qui, par exemple, excluent celui de « *Retraite à soixante ans* ». Car ce n'est là qu'un camouflage. Indépendamment même de ce que, comme les dirigeants de la C.G.T. le savent fort bien, son obtention est exclue sous le gouvernement actuel, il ne faut pas oublier en effet que, dans le cadre du régime social existant, il signifie d'une part le report sur la Sécurité sociale d'une partie des charges salariales incombant actuellement au patronat, d'autre part la réduction brutale du revenu des travailleurs entre 60 et 65 ans à moins de 50 % de son niveau actuel ! Des mots d'ordre, par contre, qui incluent : « *Pas un seul licenciement !* » et excluent toute référence à un « reclassement » qui signifie pour les travailleurs « reclassés » la perte des avantages acquis, une déqualification, dans la plupart des cas la perte de leur logement, etc. « *Pas un seul licenciement !* », cela signifie que les travailleurs refusent de supporter les conséquences de la putréfaction du mode de production capitaliste. A la R.A.T.P., par exemple, cela signifie : « Pas un poste en moins, pas un emploi en moins ! » Voilà la politique que nous devons développer. Ce sont là des exemples pris parmi bien d'autres. Le problème, c'est de pleinement comprendre que toutes les revendications se concentrent autour de la question gouvernementale et du fait que la classe ouvrière est obligée de résoudre les problèmes qui se posent à elle dans les cadres que l'histoire lui a tracés, que sa propre histoire a constitués, pour les faire d'ailleurs finalement éclater.

A la R.A.T.P., pour préparer la conférence, nous avons élaboré un texte nous aussi. Nous commençons par y retracer les différents développements de la lutte des classes ces dernières années à la R.A.T.P. Nous posons le problème du gouvernement en général, nous posons le problème des Etats-Unis socialistes d'Europe, nous expliquons quels sont nos objectifs en tant qu'O.C.I., en tant qu'Alliance ouvrière, en tant qu'A.J.S., la question de la dictature du prolétariat, etc., etc.

Et à un moment donné, nous expliquons la nécessité de la stratégie du Front unique ouvrier, du mot d'ordre du gouvernement des organisations ouvrières unies :

« Mais la lutte des classes du prolétariat, de la jeunesse confrontés à la crise de l'impérialisme, est de tous les jours. Elle n'attend pas et ne peut pas attendre que soient construit le parti révolutionnaire et reconstruite la IV^e Internationale. Les machinistes de la R.A.T.P., les travailleurs de chez Renault, les cheminots, les conducteurs de la R.A.T.P. ont engagé la lutte ; Ils ne peuvent subir sans réagir. Les sidérurgistes de De Wendel-Sidelor sont obligés de combattre tout de suite contre la liquidation de leur emploi et de leur qualification. Les étudiants en médecine ne peuvent attendre pour réagir contre les décrets Guichard qui imposent le numerus clausus. Il en est ainsi de toutes les catégories de travailleurs des villes et des campagnes, de la jeunesse ouvrière et étudiante, victimes de la putréfaction et des exigences du capital financier. C'est pourquoi tous posent leurs revendications qui, toutes, sont légitimes : garanties de l'emploi et de la qualification pas de licenciements ; augmentation générale des salaires garanties des droits et avantages acquis ; droit à la santé, au logement; droit de la jeunesse au métier, à l'enseignement, au travail; à bas la réforme de l'enseignement Faure-Guichard, etc.

Pour lutter, les travailleurs, les jeunes s'adressent à leurs organisations traditionnelles: les partis socialiste et communiste, leurs syndicats. A ces organisations, ils demandent de s'unir, d'organiser et de diriger le combat pour leurs revendications. Le conducteur C.G.T. qui, à l'assemblée générale des grévistes du 12 octobre, disait du haut de la tribune aux dirigeants syndicaux: "Les syndicats nous appartiennent; les permanents doivent être à notre service" parlait non seulement au nom des conducteurs de la R.A.T.P., mais de tous les travailleurs français. Ces syndicats, ces partis sont issus de la classe ouvrière et se réclament d'elle, de la défense de ses intérêts : la classe ouvrière a recours à eux. Il ne peut en être autrement. Elle les charge de réaliser ses aspirations, de répondre à ses besoins. C'est pourquoi elle dit aux directions syndicales, aux dirigeants des partis socialiste et communiste "Les permanents à notre service."

En d'autres termes, elle veut qu'ils s'unissent pour, ensemble, mener le combat pour les revendications ; qu'ils s'unissent pour, ensemble, lutter contre la politique du gouvernement, du capital financier Pompidou-Chaban; qu'ils s'unissent pour que nous imposions un gouvernement représentant les travailleurs, le gouvernement des organisations ouvrières unies.

Précisément parce que l'A.J.S. et les militants de l'Alliance ouvrière combattent pour que soient satisfaites toutes les revendications des travailleurs, pour le gouvernement ouvrier, pour le socialisme, pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, nécessaire à la victoire de la révolution prolétarienne ; précisément pour cela, ils soutiennent et formulent ces exigences qui montent de la classe ouvrière vers les directions des syndicats, du P.S. et du P.C.F. C'est là une bataille politique qu'il faut mener et pour laquelle il faut, par conséquent, s'organiser. »

Et voici la conclusion de ce chapitre, qui est soulignée :

« L'O.C.I., l'A.J.S. et l'A.O., constructeurs du parti révolutionnaire, n'ont d'autres intérêts à défendre que ceux du prolétariat. L'intérêt du prolétariat est que les organisations ouvrières s'unissent pour défendre les revendications et impose un gouvernement que les travailleurs considèrent comme le leur. L'O.C.I., l'A.J.S., l'A.O. ont pris l'initiative de préparer et d'organiser les 5 et 6 février 1972 une conférence représentative des travailleurs, des jeunes, des militants qui - même s'ils croient aux voies parlementaires vers le socialisme - estiment qu'il faut l'unité des organisations ouvrières pour défendre inconditionnellement les revendications des travailleurs et imposer un gouvernement qui les représente. »

C'est clair, à partir de là, tout s'ordonne, y compris le soutien inconditionnel de la grève des conducteurs, dans un cadre donné. Mais, par-là même, notre soutien inconditionnel de la grève des conducteurs n'a pas pour conséquence que nous nous abstiendrions d'intervenir pour expliquer, défendre, expliciter, préciser, concrétiser nos positions politiques, bien au contraire.

« toutes les revendications »

Une camarade a dit tout à l'heure dans la discussion : oui, mais toutes les revendications, ça fait beaucoup. Il est effectif que nous disons : toutes les revendications de la classe ouvrière sont légitimes. Et l'une des preuves qu'un gouvernement des organisations ouvrières unies serait effectivement un gouvernement ouvrier, c'est qu'il satisferait à toutes les revendications ouvrières. N'est-ce pas démagogique ? Absolument pas ! Pour la raison suivante : parmi ces revendications, comme la revendication centrale, figure le fait que ce gouvernement soit le gouvernement des travailleurs ; donc que s'instaurent non seulement le contrôle ouvrier sur la production, atelier par atelier, entreprise par entreprise, mais aussi le contrôle sur la vie économique et sociale du pays tout entier, le contrôle politique qu'implique la formation d'un gouvernement des travailleurs et qui permet seul la centralisation des résultats du contrôle ouvrier sur la production au niveau de l'économie nationale tout entière. Et c'est donc sur la base du bilan de l'économie nationale établi, au moyen du contrôle ouvrier sur la production, par le gouvernement ouvrier, par le pouvoir ouvrier en développement, que seront déterminées les revendications, et c'est pour cela qu'elles sont toutes légitimes,

Ce n'est donc nullement là un slogan démagogique. Mais, en le posant, nous définissons la nature de ce qu'est le gouvernement ouvrier, de ce que serait un gouvernement des organisations ouvrières unies qui serait effectivement un gouvernement ouvrier, un gouvernement qui, s'appuyant sur la classe ouvrière organisée, ouvre les voies du contrôle et du pouvoir de la classe ouvrière. Nous définissons sa nature en disant : toutes les revendications de la classe ouvrière sont légitimes, toutes doivent être satisfaites. C'est clair. Il y a, dans cette affaire, un mouvement et une unité qui sont absolument clairs.

Je voudrais répondre à d'autres questions, mais préalablement à une question qui, organiquement, est liée à cela.

Il est exact que la C.F.D.T. est un instrument mis au point par la bourgeoisie pour pénétrer à l'intérieur de la classe ouvrière afin d'intervenir dans les processus de la lutte des classes, de contrôler ces processus au compte de la bourgeoisie, et de détruire finalement les organisations ouvrières au profit d'un système corporatiste.

Mais cet état de choses, en particulier dans une situation où la classe ouvrière a l'initiative dans la lutte des classes à l'échelle internationale, fait qu'il se développe des contradictions. Qu'un certain nombre de travailleurs se laissent prendre à des formules démagogiques, au gauchisme verbal, etc., nous le savons bien. Et bien entendu, nous ne rejetons pas ces travailleurs. Et nous savons bien qu'on n'attrape pas des mouches avec du vinaigre. Mais il ne peut être question pour nous, en discutant avec des militants de la C.F.D.T., de leur dissimuler la manière dont nous caractérisons cette organisation.

Ceux qui le feraient, et croiraient attraper les autres, c'est eux-mêmes, en réalité, qui mordraient à l'hameçon. Ils se dénatureraient eux-mêmes. Comment voulez-vous mener le combat politique pour la destruction de la C.F.D.T., combat qui est l'une des formes de la lutte des classes, de la lutte pour l'unité du front de classe, pour le gouvernement ouvrier, si vous commencez par dénaturer votre politique ? Bien sûr, pour exposer à ces militants la façon dont nous caractérisons leur organisation, il y a l'art et la manière de le faire. Il ne s'agit pas, exactement de commencer en ces termes : « *Tant que vous êtes à la C.F.D.T., vous êtes des traîtres, et on vous rendra ce que vous avez fait, sans oublier ce que vous avez fait à nos ancêtres, etc.* » ! Non, ce n'est pas exactement ainsi qu'il convient d'engager la discussion, mais la question n'est pas là.

Il faut expliquer à ces travailleurs : « *Vous croyez ceci et cela, mais à notre avis vous avez tort, et voici pourquoi. Maintenant, naturellement, faites votre expérience politique, combattez pour telle politique correcte, vous verrez bien vous-même le poids que vous aurez dans la C.F.D.T.* » Mais dissimuler notre politique, notre appréciation, c'est impardonnable.

Autre exemple d'une erreur de même nature. Hier, j'ai lu un tract émanant d'un C.A.O., et dans lequel on s'adresse aux militants du P.C.F. pour leur dire : « *Nous ne voulons surtout pas vous faire quitter votre organisation.* » Comment voulez-vous, dans ces conditions, qu'un militant du P.C.F. vous prenne au sérieux ? « *Voilà un homme qui affirme qu'il faut construire le parti révolutionnaire, faire la révolution, la 4^e* », pensera-t-il, « *et il me dit qu'il ne veut pas que je quitte le parti. Il se camoufle donc ou c'est un rigolo.* ». Comment voulez-vous qu'il raisonne autrement ?

Bien sûr, mais c'est une tout autre chose, nous disons : « *Nous voulons construire le parti révolutionnaire et l'A.J.S. : nous souhaitons que tu viennes avec nous, mais nous n'exigeons pas, comme condition préalable, que tu viennes avec nous, pour aujourd'hui, combattre politiquement en commun sur les terrains où nous sommes d'accord. Et c'est précisément pour cela qu'un jour, tu viendras avec nous, tu seras des nôtres, parce que nous sommes les seuls à pouvoir agir de la sorte.* »

Il faut vraiment faire attention à de telles formulations. Ou sinon, qu'est-ce que cela veut dire que nous voulons construire le parti, construire l'A.J.S., construire l'O.C.I. ?

Et alors, camarades, on en arrive au problème suivant : voyez-vous, ce qu'il y a de plus fondamental, et qui est à l'origine même de la crise du Comité international, c'est une conception idéologique de la lutte des classes et de la construction du parti révolutionnaire. La construction du parti révolutionnaire ne procède pas d'une révélation venue de je ne sais quelle sphère, ou de Dieu pour tout dire, et faite à quelques militants particulièrement géniaux possédant l'« Esprit ». Le parti révolutionnaire, la reconstruction de la IV^e Internationale, la construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse et de l'A.J.S. doivent être compris comme des éléments, des composantes, des données, des produits de la lutte des classes en même temps que des instruments de la lutte des classes.

Et cela me ramène à l'absence, dans le projet de programme d'action de l'A.J.S., de la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe.

La construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse est une catégorie indispensable de la lutte des classes ; à Essen, nous avons posé en termes d'action le problème de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse par rapport à un mot d'ordre qui est la réponse politique aux besoins les plus pressants du prolétariat de chaque pays d'Europe, à l'Est ou à l'Ouest, celui des Etats-Unis socialistes d'Europe. La lutte pour l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse, liée d'ailleurs à la lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale, est alors pour nous un élément indispensable pour intervenir dans la lutte des classes, et non pas une formule magique révélée par je ne sais quel Jupiter tonnant.

La dimension politique de la construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse ne peut se mesurer en répétant : il nous faut l'Internationale révolutionnaire (de la jeunesse, mais en situant le problème des Etats-Unis socialistes d'Europe comme intégré à la lutte pour le gouvernement ouvrier, comme la seule perspective possible de la lutte pour un gouvernement ouvrier dans un pays européen; poser ce problème c'est poser, par là même, en termes de lutte, d'action, de combat, dans la lutte des classes, la question de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse. Elle n'est plus, dès lors, une formule abstraite, mais une nécessité, qui fait partie organiquement de la lutte de la classe ouvrière et de la jeunesse pour le socialisme, pour la révolution prolétarienne et pour la dictature du prolétariat, pour le gouvernement ouvrier. C'est comme cela qu'il faut saisir les problèmes. Et partout et toujours, quelle que soit la question que nous abordions, sous quelque forme que ce soit, sous quelque angle que ce soit, nous retrouvons cette même méthode.

Notre méthode

Qu'est-ce que c'est que le parti révolutionnaire ? Qu'est-ce que c'est que le programme du parti révolutionnaire ? L'expression organisée de la conscience du processus inconscient, et non une quelconque abstraction. Je disais tout à l'heure que le mot d'ordre du gouvernement ouvrier avait été élaboré dans le feu même du développement de la lutte des classes, là où les problèmes décisifs de la révolution prolétarienne se concentraient à un moment donné de la lutte mondiale entre les classes, en 1920, en Allemagne, et non comme résultat d'une activité purement intellectuelle, de laboratoire. Ce que cela signifie, nous le retrouvons sur cet autre exemple : la « forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat », elle n'est pas surgie tout armée de la tête pourtant géniale de Marx, c'est la lutte de classe qui l'a « trouvée

», avec la Commune de Paris. L'objectif stratégique du gouvernement ouvrier, c'est la même chose, c'est un produit historique, le résultat d'un processus de la lutte des classes.

Mais notre rôle est ici indispensable : en effet, il résulte des conditions dans lesquelles le prolétariat mène sa lutte, compte tenu de son but, de la nécessité historique de cette lutte, qui est de transformer le monde de telle sorte que, au lieu de subir sa propre histoire, l'humanité passe au stade où elle la fait consciemment. Cette détermination de la révolution prolétarienne, de ce que signifie en profondeur la révolution prolétarienne, aboutit à ce que, du fait de sa position dans le processus de production, de ce qu'elle ne possède en propre que sa force de travail, la classe ouvrière est obligée, pour aller jusqu'au bout des tendances fondamentales qui se révèlent à elle dans le processus même de son combat, de ressaisir d'une manière consciente son propre mouvement. Et cela, elle ne peut le faire que par la médiation d'une avant-garde qui porte sous forme organisée, sous forme de programme, cette expression consciente. C'est là notre fonction, c'est de là que découle toute notre méthode, nous n'avons rien inventé, nous ne sommes pas des magiciens, nous ne sommes pas des illuminés, nous ne sommes pas de purs esprits qui viendraient apporter la lumière au prolétariat, nous sommes le produit le plus achevé de la lutte séculaire de notre classe. Notre tâche spécifique, c'est d'explicitier toute la lutte des classes, donc toute notre intervention, à partir de ce fondement, de cette méthode.

Que visons-nous alors avec la Conférence des 5 et 6 février 1972 pour le gouvernement ouvrier ? Ce que nous visons, ce n'est pas difficile à comprendre : ce n'est pas un rassemblement, ou quelque chose de large dont les objectifs seraient une sorte de manifestation, il s'agit cette fois, dans le cadre d'une salle, comme le 1er février 1970 par exemple, de donner à la lutte de la classe ouvrière une expression politique concentrée, à savoir la lutte pour le gouvernement, de rassembler, sous des formes diverses, dans le combat pour le gouvernement ouvrier, pour le gouvernement des organisations ouvrières unies, les forces organisées et organiques de ce combat, qui rejoindront, qui l'Alliance ouvrière, qui l'Alliance des jeunes pour le socialisme. Voilà ce à quoi nous visons. C'est-à-dire que, dans cette affaire, une campagne politique où l'A.J.S. se déploie entièrement, où elle ne confine pas ses perspectives politiques à la discussion à l'intérieur de la jeunesse, où elle s'intègre avec sa dimension d'organisation de jeunesse, comme la force motrice, le porte-parole, le concentré des besoins et des aspirations de la jeunesse en liaison avec le développement de la lutte des classes qui pose la question du gouvernement par rapport à toutes les organisations de la classe ouvrière et à la classe ouvrière elle-même - une telle campagne est indispensable.

Voilà les conditions, le fondement politique de la campagne que l'A.J.S. doit mener pour la Conférence des 5 et 6 février. C'est-à-dire que nous avons là réellement toute la dimension politique que doit prendre la lutte menée par l'A.J.S. ; faute de quoi cette lutte serait déséquilibrée, elle s'étriquerait dans un sens ou dans l'autre. Tout cela, naturellement, demande à être repris secteur par secteur, examiné pour son application concrète dans chaque détail, mais en même temps, je le répète, et ce sera ma conclusion, c'est seulement si l'on comprend la méthode fondamentale du Programme de transition, ce que signifie le gouvernement ouvrier, ce que signifie le mouvement organique de la classe, et que notre fonction consiste à donner son expression consciente à ce mouvement organique de la classe, que l'on peut avancer dans l'application pratique.

Le 12 décembre 1971

¹ Cette « tactique », le Front unique en constitue l'aspect le plus saillant. mais il est absurde de croire que, si, dans ses résolutions de 1921 et 1922, l'Internationale communiste parle de la «tactique du Front unique», cela veut dire que, pour ses dirigeants, le Front unique se réduisait à une tactique applicable dans certaines circonstances particulières seulement. Toute tactique se situe dans le cadre d'une stratégie, et ne prend son sens que dans ce cadre. Et l'on sait que, même sous d'autres dénominations, le rassemblement dans l'action unie contre les exploiters, classe contre classe, des travailleurs, la lutte pour le Front unique ouvrier constituait déjà une ligne stratégique fondamentale pour Marx (pour laquelle il combattit notamment dans le cadre de la 1^o Internationale voir à ce sujet l'article Marx et la Commune dans le n° 552 de La Vérité). La « tactique » du Front unique de 1921-1922 concrétisait sous des formes particulières (comme l'avait fait, sous d'autres formes, la tactique de rupture de la coalition mise en œuvre par Lénine en 1917), formes comportant notamment des propositions communes adressées par les P.C. et l'I.C. aux organisations centristes et réformistes, la ligne stratégique du Front unique ouvrier, élément permanent du programme marxiste.

² Lénine, 12 juin 1920; *Œuvres*, t. 31, p. 168. Voir aussi Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 377.

³ Voir le livre cité de P. Broué, p. 342.

⁴ L'ouvrier Bebel, fondateur, avec Wilhelm Liebknecht, de la social-démocratie allemande, était disciple de Marx et s'efforça de suivre ses enseignements et ceux d'Engels dans l'édification du parti de classe du Prolétariat allemand. Il mourut deux ans avant que la dégénérescence bourgeoise de l'appareil du parti qu'il avait bâti ne se manifestât aux yeux de tous par sa capitulation devant l'état-major en août 1914 et son passage à l'Union sacrée.

⁵ Le parti social-démocrate indépendant, conglomérat centriste hétérogène auquel avaient d'ailleurs adhéré les spartakistes jusqu'au début de la révolution de novembre 1918, était issu d'une scission délibérément provoquée par les mesures d'exclusion prises par l'appareil en janvier 1917 (voir le livre de P. Broué, pp. 85 et suivantes).

⁶ Voir, notamment la 11^o des Thèses sur la tactique adoptées par le IV^o congrès mondial de l'Internationale communiste (décembre 1922), que nous reproduisons intégralement un peu plus bas, et l'article de Trotsky du 30 novembre 1922, *Le gouvernement ouvrier en France* (dans Léon Trotsky, *Le mouvement communiste en France*, pp. 214-217; texte reproduit dans *Informations ouvrières* n, 545, p. 8).

⁷ En dépit de la tactique incitant les dirigeants petits-bourgeois menchéviks et socialistes-révolutionnaires à rompre leur coalition avec leurs alliés bourgeois mise en œuvre par Lénine en 1917 dans la révolution russe ; si, en essence, elle se ramenait aux mêmes principes généraux, ceux de la stratégie du Front unique de classe, ligne stratégique constante du marxisme, le cadre de son application était en effet beaucoup plus restreint en Russie.

⁸ Thèses sur la tactique adoptées par le IV^o congrès mondial de l'I.C. Dans l'édition française des Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'I.C., pp. 158-159. Il faut noter que cette édition, la seule édition française existant jusqu'à

présent, est particulièrement défectueuse: c'est ainsi que la 10^e thèse, consacrée à la Tactique du Front unique, est omise. La traduction est également très mauvaise. Le texte de la 11^e thèse que nous reproduisons dans cette brochure a été corrigé à l'aide d'une édition anglaise présentant beaucoup plus de garanties.

⁹ Voir sur cette grève le numéro spécial publié par *la Vérité* (n° 524).